

Deuxième Partie

La dictature

1973-1990

2. Le coup d'Etat du 11 septembre 1973¹

Du FRAP à l'UP

Le 18 décembre 1975, deux ans après le coup d'Etat, le Sénat des Etats-Unis publiait les résultats d'une commission présidée par le sénateur Frank Church, le *Rapport spécial sur les opérations gouvernementales relatives aux opérations secrètes*². Ce rapport confirmait les accusations de l'époque et révélait l'étendue du sabotage de l'économie chilienne et de l'aide apportée aux ennemis d'Allende. Les chiffres et plusieurs informations ci-dessous en proviennent.

On peut aisément faire remonter les origines du putsch à 15 années auparavant et il reflète parfaitement le contexte politique chilien et international de l'époque, par exemple l'application de la doctrine Monroe adoptée par les Etats-Unis : « *L'Amérique aux Américains* », vite comprise comme « *les Amériques aux Etats-Unis* ». Le continent américain devient « l'arrière-cour » du géant du nord.

Le Chili s'était gagné une réputation de pays démocratique. De fait, l'apparition d'une gauche politique agissant dans le cadre constitutionnel se voyait comme une exception dans un continent agité par les revendications sociales et économiques de ses peuples. L'ingérence des Etats-Unis dans la politique chilienne remonte à 1963 et s'amplifiera en

¹ Les textes suivants, sur le coup et la répression proviennent en partie d'un livre précédent de l'auteur, *20 ans de résistance et de lutte contre l'impunité au Chili 1973-1993*, publié aux Éditions du CETIM (presque épuisé). CETIM, 6 rue Amat, 1202 Genève, Suisse. Courriel : cetim@bluewin.ch

² Sources principales : *Covert Action in Chile 1963-1973 : Staff Report of the Select Committee to Study Governmental Operations with respect to the Intelligence Activities*, Sénat des Etats-Unis, 18 décembre 1975. *Events in Chile from March 1973 until the fall of Allende's government*, Département d'enquêtes du Congrès des Etats-Unis. *Frei, Allende y la mano de la CIA*, un livre de Christian Opaso, Éditions Ornitornico, Santiago, Chili 1990.

fonction de la croissance de cette gauche.

En 1933, plusieurs groupes politiques chiliens fusionnent pour créer le Parti socialiste (PS). Un des ses fondateurs s'appelle Salvador Allende, médecin de profession. Ce parti s'allie avec le Parti communiste (PC) pour former le FRAP, Front d'action populaire, qui recevra les votes des petits paysans sans terre et des travailleurs, en particulier des mineurs. De son côté, une alliance de réformateurs modérés fonde le Parti démocrate chrétien (DC).

En 1952, le général Ibañez del Campo gagne les élections. Le candidat socialiste, Allende, reçoit 5% des voix ! Les élections de 1958 voient s'affronter Jorge Alessandri pour les conservateurs, qui promet des réformes importantes y compris agraire, Eduardo Frei Montalva pour la DC et Salvador Allende pour le FRAP. Alessandri l'emporte avec 32% des voix contre 29% à Allende. Le Congrès est ainsi dominé par des partis qui cherchent à introduire une réforme agraire de taille.

Six ans plus tard, la DC et les conservateurs s'unissent pour s'opposer à la montée de la gauche à nouveau conduite par Allende. Les partis en présence annoncent un programme semblable : réforme agraire, réduction de la grande propriété terrienne, reconnaissance des syndicats paysans.

Washington commence à s'inquiéter. Il est « *impensable* » que « *le communiste Allende* » puisse gagner les élections. Il faut donc aider ses adversaires. Le président US crée le Groupe Spécial 5412, chargé d'élaborer des propositions d'actions clandestines et lui alloue 3 millions de dollars pour soutenir les partis opposés à Allende, en particulier la DC. Lors des élections de 1964, la DC, à nouveau menée par Eduardo Frei Montalva, gagne avec 55,6% des votes contre 38,6% pour Allende.

Pour contenir la montée de la gauche, Frei lance sa « *Révolution en liberté* » : réforme agraire, lutte contre l'inflation et amélioration des services de santé et de l'éducation. Il parle même de « *rendre chiliennes* » les grandes mines de cuivre actuellement dans les mains d'intérêts étatsuniens. Mais la modération des réformes ne satisfait pas la population et la gauche prend de plus en plus d'importance. Aussi, pour les élections de 1970, le Comité 303, qui a succédé au Groupe spécial 5412, approuve la remise d'une somme de 350 000 dollars aux adversaires d'Allende. Le Parti National (extrême droite) croît au détriment de la DC. La situation se crispe. La gauche, réunissant plusieurs partis alliés sous la bannière de l'Unité Populaire (UP), propose à nouveau Salvador Allende, maintenant sénateur, comme candidat. Jorge Alessandri représente la droite et Radomiro Tomic un secteur progressiste de la DC.

Allende annonce une réforme agraire de grande ampleur, la nationalisation des banques et des mines, la réforme du système électoral, l'expropriation au-delà de 80 ha irrigués, ainsi qu'une augmentation des petits salaires. Le soutien populaire d'Allende croît de jour en jour ce qui inquiète les Etats-Unis. Au cours d'une réunion du Conseil de sécurité nationale à Washington, Henry Kissinger, conseiller particulier du président Nixon, s'exclame : « *Je ne vois pas pourquoi nous devrions rester passifs quand un pays devient communiste à cause de l'irresponsabilité de son propre peuple* »³. Pour Kissinger, Allende était bien plus dangereux que Castro car il représentait les profondes réformes sociales et démocratiques que rejetaient les Etats-Unis. Le Comité 40 (ancien Comité 303) approuve 300 000 dollars supplémentaires pour diviser l'UP et transformer ses opposants en une réelle alternative électorale. La CIA déclenche une gigantesque campagne d'intox : une affiche montrant des chars soviétiques en août 1968 dans les rues de Prague insinue que si Allende gagne les élections, ces chars arriveront à Santiago ! La CIA soigne particulièrement les journalistes du quotidien *El Mercurio*, le plus grand quotidien chilien de droite, pour qu'ils publient des éditoriaux bien sentis repris ensuite par d'autres journaux.

Allende l'emporte pourtant avec 36,2% des voix, contre 34,9% à Alessandri et 27,8% à Tomic. La différence est très étroite et le Congrès devra trancher en octobre. Aussi le Comité 40, contrôlé maintenant par Henry Kissinger, approuve 250 000 dollars pour que l'ambassadeur au Chili, Edward Korry, ait les moyens d'influencer le vote. Un des directeurs de la multinationale ITT, John McCone, ex-directeur de la CIA sous Kennedy et Johnson, contacte Kissinger et lui indique qu'ITT participera au financement des opérations au Chili.

Le 15 septembre 1970, le président Nixon donne instruction à la CIA d'entreprendre les actions nécessaires au développement de Track II, la deuxième piste, celle qui doit mener à un coup d'Etat. Selon le témoignage de Richard Helms, directeur de la CIA, devant le Comité spécial du Sénat, « *la réunion à la Maison Blanche fut en partie provoquée par le récit d'Agustin Edwards, propriétaire du Mercurio de Santiago et invité par Don Kendall, président de Pepsi Cola, sur la situation politique au Chili. Le président était prêt à débloquer 10 millions de dollars* »⁴. Nixon avait

³ Enregistrement cité dans *La CIA et le culte du secret* de Victor Marchetti et John Marks, éditions Dell, New York, 1989, p. 12 de la réédition non censurée d'une édition censurée datant de 1974.

⁴ Réponse de Richard Helms à une question d'un sénateur le 15 juillet 1975, voir *Covert action...*, *op.cit.*, pp. 4 et 5. Egalement cité dans *Frei...*, *op.cit.*, p. 153.

été l'avocat de la Pepsi de Kendall lorsqu'il travaillait dans le cabinet de John Mitchell (qui deviendra président de la Cour suprême US). Les télégrammes cablés n° 236 et 240 de la CIA à son antenne de Santiago soulignent que « *l'objectif est militaire et que ni le Département d'Etat ni l'ambassade à Santiago ne peuvent être impliqués.* »⁵ Les Etats-Unis financent alors une action politique secrète consistant en de fortes pressions dont l'objectif était d'amener l'ex-président DC Frei Montalva à empêcher l'élection d'Allende et, en cas d'échec, de l'amener à soutenir un coup d'Etat. Mais Frei n'est pas du tout enthousiaste et ne participe même pas au congrès de son parti le 4 octobre. Durant ce congrès, la DC décide de passer un accord avec Allende qui, pour obtenir son appui, accepte un certain nombre d'amendements constitutionnels qui limitent le pouvoir du futur gouvernement.

Mais l'ambassadeur Korry avait prévenu Washington : « *les militaires chiliens ne se mobiliseront pas pour empêcher l'accession d'Allende* »⁶ Pourtant, certains d'entre eux, dont les généraux Roberto Viaux (à la retraite mais influent) et Valenzuela (en active), discutent entre eux de la possibilité d'un coup d'Etat. Ces tendances sont neutralisées par la volonté du commandant en chef, le général Schneider, et de son second, le général Prats, de respecter la Constitution. Le 22 octobre 1970, Schneider est tué par un commando d'extrême-droite muni d'armes fournies par la CIA par ordre direct d'Henry Kissinger et Richard Nixon⁷. Le général Prats le remplace et l'armée serre les coudes autour de son nouveau chef. Il n'y aura pas de *golpe*.

Le 29 octobre 1970, le Congrès chilien confirme l'élection d'Allende. Le premier président socialiste élu dans l'histoire de l'Amérique latine prend son poste au milieu de la liesse populaire et soulève l'espoir de millions de personnes dans le monde entier. L'élection d'Allende bouleverse toutes les données de la politique internationale.

⁵ Télégrammes datés du 21 septembre 1970 cités dans le *Rapport sur les présomptions de conspiration d'assassinat de dirigeants étrangers*, Sénat des Etats-Unis, 18 novembre 1975.

⁶ Cette affirmation apparaît dans un memo de l'ambassadeur en réponse à la question : - Quelle est la viabilité d'une réponse militaire à une possible victoire d'Allende ?

⁷ Selon Christopher Hitchens dans son livre *The trial of Henry Kissinger*, New York 2001, cité par le journal espagnol *El País* du 4 mars 2001.

Le secteur privé chilien et les Etats-Unis contre l'UP

Le message est clair : si l'élection d'un président socialiste est possible au Chili, pourquoi pas au Brésil ou au Pérou ? Ou au Mexique, voisin des Etats-Unis, pense immédiatement la CIA ! La réaction du président Nixon est immédiate : « *Faites hurler leur économie* ». Washington met fin à toute assistance économique bi- ou multilatérale, réduit les crédits commerciaux et les garanties accordées aux investisseurs nord-américains, fait chuter les valeurs chiliennes, refuse de négocier la dette extérieure, etc. A l'inverse, l'assistance militaire s'élève notablement.

De son côté, l'entreprise privée chilienne décapitalise, liquide ses stocks et vend ses machines. La demande de consommation résultant de l'augmentation des salaires, n'est pas satisfaite par l'offre, artificiellement réduite par le secteur privé. Cela crée la pénurie de certains articles de base, d'où hausses de prix et marché noir. Le gouvernement doit dépenser ses rares devises pour importer de la nourriture. En 1971, Allende nationalise les mines de cuivre : la valeur du dédommagement sera calculée au prorata des impôts déclarés par les grandes entreprises US !

Le 28 janvier 1971, le Comité 40 envoie 1 240 000 dollars aux ennemis de l'Unité Populaire. Celle-ci gagne cependant du terrain et remporte 47,7% des voix lors des élections municipales d'avril. Le Comité 40 paie les dettes de la DC et envoie 700 000 dollars au *Mercurio*.

Le 29 septembre, le gouvernement chilien prend en main la Compagnie des téléphones jusque là propriété à 70 % de ITT depuis 1930. Le Comité 40 envoie 815 000 puis 1 427 666 dollars aux opposants de l'UP et 965 000 au *Mercurio*.

C'est vers cette époque que, poussé par la droite politique soutenue par la CIA, un secteur des forces armées commence à sérieusement envisager d'intervenir dans les affaires politiques du pays, peut-être via un coup d'Etat.

Des officiers supérieurs de la Marine persuadent leurs homologues de la force aérienne puis de l'armée de terre que « *le seul moyen de sauver le Chili du communisme est de prendre le pouvoir* ». Pinochet, à cette époque chef d'Etat-Major de l'armée de terre, crie haut et fort qu'un coup d'Etat serait une folie. Généraux et colonels des diverses armes forment alors une confrérie secrète dont l'objectif est un coup d'Etat militaire

contre l'UP. Le complot militaire commence⁸. Pinochet n'en fait pas partie.

A la veille des élections législatives de mars 1973 et pour prouver sa bonne volonté, Allende donne le ministère de l'Intérieur au général Prats, commandant en chef de l'armée. Celui-ci subit immédiatement de fortes pressions pour qu'il en profite pour écarter Allende du pouvoir. Prats, indigné, refuse au nom de « *la loyauté militaire à la parole donnée de défendre la Constitution* ».

L'UP obtient 43,4% des voix, élargissant ainsi sa base et signalant à la droite qu'elle n'obtiendra jamais le soutien nécessaire à une destitution légale d'Allende. Le 29 juin, sous la pression du groupe *Patria y Libertad* de l'étudiant en droit Pablo Rodriguez Grez, un régiment de blindés sous les ordres du colonel Souper attaque le ministère de la Défense et le Palais présidentiel mais doit se rendre aux forces loyales. Le colonel Souper est arrêté et Grez se réfugie à l'ambassade d'Equateur (trente ans plus tard, il deviendra l'avocat de Pinochet devant la justice chilienne).

Pénuries, grèves, prises d'usines et de champs, affrontements dans les rues, couvre-feu, la situation du pays est confuse. L'opposition invente alors son plus gros mensonge, le Plan Z, selon lequel « *l'UP va tuer cent mille militaires et leurs familles grâce aux 15 000 Cubains en armes qui sont déjà dans le pays* ». Bien que l'on ait jamais vu un seul document sur ce fameux Plan Z et encore moins un seul Cubain, l'organisation d'extrême-droite *Patria y Libertad*, à laquelle se joignent de vastes secteurs de la DC, appelle les militaires à renverser le gouvernement.

Allende se trouve ainsi agressé sur sa droite par la DC et les conservateurs, aiguillonné sur sa gauche par le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), certains secteurs de son propre parti et des chrétiens radicaux, avec une économie sabotée par le secteur privé et les Etats-Unis. Les tensions entre l'UP et la droite se durcissent provoquant des affrontements souvent violents. *Patria y Libertad* fait exploser des bombes et monte des attentats.

Ayant pris la décision finale de réaliser un coup d'Etat le plus rapidement possible, les putschistes forment un Comité des 15 devant commencer à élaborer les détails pratiques. Les services de renseignements gouvernementaux se doutent de son existence mais n'ont

⁸ Depuis 1990, de nombreux livres ont été publiés sur l'histoire de l'UP et du coup d'Etat. Le plus complet est certainement *La Conjura, los mil y un días del golpe*, de Mónica González, Ediciones B, Santiago 2000, que l'auteur recommande pour comprendre les dessous du coup d'Etat.

aucune preuve. Ils croient l'armée globalement loyale au Président mais les officiers loyaux sont de moins en moins nombreux. Par contre, la CIA est parfaitement au courant, probablement informée par l'un des généraux putschistes. Un à un, les officiers supérieurs signent leur implication dans le coup. Des officiers des carabiniers (police en uniforme) et de *Investigaciones* (police judiciaire) commencent à s'intégrer au complot.

Pour apaiser les esprits, Allende propose aux militaires d'accepter les postes de ministres de l'Intérieur, de l'Economie et des Transports publics. Après de dures discussions, les putschistes persuadent le haut commandement de refuser cette offre. Pour Prats, c'est le signal que les officiers loyaux à la Constitution sont maintenant en minorité. Il ne sera plus possible d'éviter un coup.

Convaincus que les cordons industriels et populaires se soulèveraient massivement contre eux le jour du putsch, les conjurateurs mettent au point des plans d'intervention par colonnes militaires sur la base de deux cercles concentriques : le premier occuperait le centre de Santiago et prendrait le Palais présidentiel, le second attaquerait les cordons et occuperait les quartiers populaires.

Le président Allende décide de sonder ses partisans : accepteraient-ils un accord avec la DC ? Il pense que seule une entente avec l'opposition politique peut fermer la voie au coup d'Etat. Il inclut ce point dans son discours au pays du 24 juillet. Il obtient l'effet contraire. Pendant que le MIR (extrême gauche) incite ouvertement les sous-officiers et les soldats à refuser d'obéir aux ordres, les groupes de droite et d'extrême droite poussent tout aussi ouvertement les officiers à réaliser un coup d'Etat sans plus attendre.

Le coup de grâce aux espoirs d'Allende vient du secteur patronal et privé : le 26 juillet 1973, les propriétaires de camions partent en grève, bientôt suivis par ceux de 110 000 bus et taxis. La grève durera plusieurs semaines grâce à des fonds provenant des Etats-Unis, mais aussi des grands patronats du Pérou, du Mexique et du Vénézuéla⁹.

A Washington, Nixon s'énerve : pourquoi le coup est-il toujours repoussé ? Le chef de la l'antenne de Santiago de la CIA lui répond qu'Allende a encore trop d'atouts politiques en main pour la réussite définitive d'un coup...

Le 2 août, Allende rencontre Patricio Aylwin, président du Parti démocrate chrétien, qui demande à ce que des militaires soient nommés ministres. Lorsque Allende lui explique qu'ils ont fermement refusé,

⁹ Selon Jonathan Kandell dans un article du *New York Times* du 16 octobre 1974.

Aylwin lui remet une liste d'exigences en échange du soutien de ce parti. Les deux hommes se séparent sans accord. Aylwin informe immédiatement les militaires. Pour essayer de persuader la DC qu'il est de bonne volonté, Allende offre à nouveau des postes de ministre aux forces armées qui, cette fois, acceptent. Le général Prats devient ministre de la Défense, l'amiral Montero, de l'Economie, et le général Ruiz de la Force aérienne, des Travaux publics. Ils sont tous constitutionnalistes, ce qui déclenche une grande inquiétude parmi les golpistes qui voient leur complot à nouveau en danger.

Le 3 août, une vingtaine de marins du rang et des sous-officiers au courant des manœuvres putschistes de leurs officiers, se réunissent pour organiser la neutralisation des vaisseaux en cas de coup d'Etat. Ils prennent contact avec le PS mais, découverts, sont arrêtés et torturés par leurs collègues. La Marine et la Force aérienne sont complètement aux mains des comploteurs.

Pour le MIR, « *C'est un cabinet de capitulation* », le président « *préférant des militaires à des représentants des partis ouvriers* ». La grève des transporteurs provoque de graves pénuries, les nerfs sont partout à fleur de peau, les queues devant les magasins consomment toutes les énergies, la violence croît sans cesse. Allende et son cercle restreint savent maintenant parfaitement que les Forces armées sont en train de manigancer un coup d'Etat, mais sachant Prats défenseur de la légalité et, croyant que Pinochet, son second, l'est aussi, ils pensent pouvoir compter sur l'armée pour l'éviter.

Le 21 août, les comploteurs organisent une manifestation contre Prats : ils envoient 300 femmes de militaires, dont plusieurs de généraux, crier et produire un tapage infernal devant la porte du général pour exiger sa démission. Elles sont bientôt rejointes par plus de mille personnes. Le vacarme est indescriptible.

Deux jours plus tard, profondément déprimé, le général Prats non seulement renonce à son poste de ministre mais, dégoûté, quitte l'armée. Plusieurs généraux constitutionnalistes font de même, ne sachant pas qu'ils laissent ainsi le champ libre aux comploteurs. Conseillé par Prats, Allende nomme le général Pinochet à la tête de l'armée. Les comploteurs sont inquiets : Pinochet ne s'est jamais prononcé politiquement. Soutiendra-t-il le coup ?

Le lendemain, la Chambre des députés, par une majorité simple de l'opposition, approuve une motion présentée par le Parti National et la DC selon laquelle « *le gouvernement a violé la Constitution* ». Cette motion

sera plus tard présentée au monde comme la justification légale du coup d'Etat.

Allende invite alors Pinochet et dix généraux à analyser la situation. Pinochet réitère haut et ferme son amitié envers Prats et sa loyauté envers son président. Déchiffrant les signes de mauvais augure, Allende prononce un discours émouvant : « *Ceux qui ont voulu nous éloigner de la route tracée, qui mentent et nous calomnient en disant qu'au Chili n'existe pas la liberté sont les comploteurs qui veulent s'opposer à la volonté du peuple. Je n'ai pas l'âme d'un martyr, je suis un lutteur social qui accomplit la tâche que le peuple lui a donné. Je n'abandonnerai le Palais présidentiel que mon mandat accompli. Que les comploteurs sachent que je défendrai la révolution chilienne. Avec nous, c'est le peuple qui est au gouvernement. Je n'ai pas d'autre alternative : seul me cribler de balles m'empêchera d'accomplir mon mandat* ». Paroles prophétiques !

Allende annonce à ses conseillers que le 15 septembre, il appellera la population à un referendum visant à former une Assemblée constituante. Sinon, dit-il, ce sera la guerre civile... Il explique que si l'UP gagne ces élections constitutives, elle en sortira renforcée. Si elle les perd, ce sera par vote populaire qui se respecte. La DC ne s'opposerait pas à cette action, ce qui sortirait le pays de l'impasse politique actuelle et éviterait un coup d'Etat qui ne se produira pas avant le 17 ou le 20 septembre, pense-t-il. Devant l'urgence de la situation, l'ensemble des partis membres de l'UP accepte la proposition du président. Tous, sauf le PS, le propre parti du président...

Du coup, l'amiral José Toribio Merino et le général Arellano Stark, coordinateurs du coup, décident de sa date : ce sera le mardi 11 septembre ; à 6 heures du matin, la Marine, sous les ordres de l'amiral Merino, occupera Valparaiso ; à 8h30, l'armée attaquera Santiago. Les carabiniers de la garde (policiers en uniforme chargés de la garde du Palais présidentiel) recevront l'ordre du général Cesar Mendoza de se retirer du Palais sans tirer, la force aérienne, sous le commandement du général Leigh, bombardera si nécessaire. Il faut maintenant s'assurer de la position de Pinochet pour qu'il n'y ait pas de scission au sein de l'armée.

Le coup d'Etat

Le 8 septembre à 21 heures, le général Arellano se rend au domicile de Pinochet et lui explique la situation. Pinochet est d'abord incrédule. Puis, indécis, il répond qu'il contactera le général Leigh plus tard dans la soirée pour lui donner sa réponse. Il ne le fait pas, ce qui sème la panique dans

les rangs des comploteurs. Le lendemain, Leigh se rend à son tour au domicile de Pinochet. « *Mais on risque notre peau* », geint Pinochet. « *Bien sûr, mais on ne peut plus reculer...* » Au même moment, l'amiral Huidobro arrive chez Pinochet avec un message de l'amiral Merino : « *Augusto, si tu ne mets pas toute la force des troupes de Santiago dès le début, nous ne vivons pas pour le futur. Ceci est ta dernière chance. Signe ce document.* » Pinochet, toujours indécis, fait semblant de chercher un tampon pour gagner du temps. Quand ses interlocuteurs lui disent que « *ce sera avec ou sans vous mon général* », Pinochet signe.

Le mardi 11 septembre 1973, le coup d'Etat militaire abat le seul gouvernement socialiste élu de l'histoire américaine et détruit les espoirs de millions de gens qui avaient cru en la possibilité d'une révolution pacifique pour une société plus humaine. Pour que l'Histoire ne s'y trompe pas, Allende décide de ne pas tomber vivant aux mains des militaires. Lorsque les putschistes font irruption dans le Palais présidentiel après des bombardements aériens, Salvador Allende est déjà mort. Il avait dit sur les ondes de radio Magallanes quelques minutes auparavant « *Je paierai de ma vie ma loyauté à mon peuple et la défense de principes qui sont chers à la Patrie* »

La répression durant les mois suivants sera féroce. Des centaines de morts et disparus, 200 000 personnes torturées, un demi-million d'exilés. Malgré ces massacres, Henry Kissinger dira à Pinochet : « *Nous sympathisons avec ce que vous faites au Chili.* » Dans ses mémoires, Kissinger insiste : « *Le nouveau pouvoir chilien est en train de régler le problème de l'expropriation des compagnies américaines et il nous soutient dans la plupart des dossiers internationaux importants. La survie de la Junte est donc clairement de notre intérêt, nous devons lui assurer un soutien discret mais ferme...* »¹⁰. Faut-il rappeler que Kissinger a reçu le Prix Nobel de la paix ?

¹⁰ Documents du Département d'Etat étatsunien datant du 8 juin 1976 déclassés en février 1999, cités par le journal *El País* de Madrid du 28 février 1999. Voir aussi un article du *Nouvel Observateur* du 27 juillet 2000, p. 48.

3. La répression-vengeance (septembre – décembre 1973)

Laja : la haine du Sergent Rodriguez

17 septembre 1973. Sur dix-neuf familles habitant ce village, seize racontent la même scène : le sergent de police Pedro Rodriguez débarque au domicile ou au lieu de travail de ses victimes et les emmène au poste. Les trois autres victimes se sont présentées spontanément suite à un appel public qui les « invitait à répondre à quelques questions... » Plusieurs jours après leur arrestation, les familles commencent à s'inquiéter.

Au commissariat, l'épouse de Ruben Campos López apprend que son mari a été transféré au régiment militaire de Los Angeles, une ville située à 40 km de Laja. Lorsqu'elle y arrive, les militaires déclarent que « Campos n'a pas été détenu par ce régiment. Toute demande d'information le concernant doit s'effectuer au commissariat de Laja »¹¹. On ne saura plus rien des disparus.

Six ans plus tard, sous la pression de l'opinion publique, la Cour d'appel de Concepción, deuxième ville du Chili, désigne le juge José Martínez Gaensly pour enquêter. Le témoignage d'un agriculteur met le juge sur la piste. Cet homme avait remarqué qu'un coin reculé d'un de ses champs avait été retourné. En creusant, il avait trouvé un corps humain et avait immédiatement averti la police.

Passant les livres de garde en revue, le juge découvre que les policiers avaient profité du couvre-feu en vigueur à l'époque pour inhumer secrètement des cadavres au cimetière de Yumbel, ville voisine. Voulant éviter tout incident avec l'Armée et la police, le 29 novembre 1979, le juge invite les familles au cimetière pour une exhumation éclair. La police est prise par surprise. Dix-huit squelettes apparaissent un à un. Le 19^e, oublié dans le champs par les policiers à l'époque, sera exhumé plus tard, pieds et poings liés par du fil de fer, gisant sur des bouteilles d'alcool et de nombreuses douilles de fusil.

Le 19 mars, le juge inculpe le sergent Rodriguez et le lieutenant Fernández ainsi que quinze autres policiers, pour homicide sur la personne de dix-huit adultes et d'un mineur. Mais la loi pinochétiste stipule que tout inculpé membre de la police ou des forces armées doit être transféré à la justice militaire. Le juge est obligé de passer le dossier aux militaires.

¹¹ Cité dans *Tiempo de días claros*, de Patricia Verdugo, Éditions CESOC ChileAmerica, Santiago, 1990.

Un an plus tard, une Cour martiale décrète que le cas est couvert par la loi d'amnistie promulguée en 1978 et libère tous les inculpés. En mai 82, la Cour suprême ratifie cette décision, une procédure qui deviendra classique dans le Chili dictatorial.

Le lieutenant Fernández prend alors sa retraite et le sergent Rodríguez entre à la DICAR, prédécesseur de la sinistre Dicomcar, dont nous parlerons plus loin.

Lonquén : « *Ils sont dans les fours... !* »

Dans le bourg rural de Isla de Maipo à une trentaine de kilomètres au sud de Santiago, les grands propriétaires avaient accueilli le coup d'Etat avec soulagement. La réforme agraire qui donnait des terres aux petits paysans ne leur plaisait pas du tout. Aussi, à peine les premiers remous apaisés, c'est l'heure de la vengeance. Sous les ordres du lieutenant de police Lautaro Castro et du sergent Pablo Nancupil, quinze petits paysans sont arrêtés et emmenés dans un véhicule prêté par le grand propriétaire terrien José Celsi. Comme tant d'autres détenus à cette époque, ils disparaissent.

Le 30 novembre 1978, cinq ans plus tard, Monseigneur Cristian Precht, vicaire de la Solidarité de l'Eglise catholique, Maximo Pacheco, président de la Commission chilienne des Droits de l'homme, et deux directeurs de journaux, se dirigent vers le village de Lonquén, voisin d'Isla de Maipo. Le vicaire avait reçu un message laconique : « *Dans les fours, des corps.* »

Les fours à chaux de Lonquén, un énorme cube de pierres entourant deux entonnoirs, ne fonctionnaient plus depuis plusieurs années. En bas, la partie étroite de l'entonnoir bloquée par des pierres ne laisse rien voir. En haut, la partie ouverte de l'entonnoir est remplie jusqu'à mi-hauteur par du ciment versé sur un amas de tiges de métal, un sommier, des pierres.

Les visiteurs dégagent la partie étroite. Presque immédiatement des membres humains apparaissent. Le groupe retourne à Santiago et exige de la Cour suprême qu'elle nomme un magistrat instructeur. C'est la première fois depuis le coup d'Etat que l'on retrouve des corps de détenus disparus. Le président de la Cour suprême, Israel Borquez, se fait prier mais finalement donne l'ordre à Juana Godoy, juge de Talagante, d'ouvrir une enquête. Tout le monde retourne aux fours pour dégager les morts.

Quinze corps tombent du trou un par un et sont envoyés à l'Institut médico-légal pour identification. Les vêtements permettent aux familles de reconnaître leurs morts.

Pendant que la Cour suprême désigne le juge Adolfo Bañados pour instruire le dossier, le régime prépare sa défense. Le 21 décembre 1979, le ministre de l'Intérieur déclare : « *Le gouvernement militaire ne nie pas la possibilité qu'au cours des affrontements contre des groupes armés et dans l'obligation d'abattre la subversion organisée propre à une guerre civile, des personnes appartenant à ces bandes aient pu mourir sans être identifiées* »¹².

Le capitaine Castro, des Carabiniers (police en uniforme), est plus précis : « *Ma patrouille avait détenu des subversifs connus. L'un d'entre eux avait admis l'existence d'un plan qui devait servir à attaquer le commissariat avec des armes cachées près de Lonquén. Nous nous sommes tous dirigés vers cette zone. Au cours de la marche et alors que la nuit était tombée, nous fûmes soudain attaqués par un groupe armé. Au cours de l'échange de coups de feu, tous les détenus furent tués par des balles perdues sans qu'il y ait de blessés dans la patrouille. Pour éviter des représailles contre nous et nos familles, nous avons décidé de cacher les corps dans les fours. J'ai ordonné à mes hommes de ne rien dire à personne.* »¹³.

Mais l'autopsie de l'Institut médico-légal révèle que les corps ne montrent aucun impact de projectiles, démentant ainsi la version policière et donnant à penser que les victimes ont été enterrées vivantes. Le magistrat conclut qu'il s'agit donc d'assassinats et lance un mandat d'arrêt contre le capitaine Castro et sept autres carabiniers avant de passer le dossier à la justice militaire en vertu de la loi mentionnée plus haut.

Le sergent Nancupil, qui avait participé aux arrestations mais pas aux assassinats, déclare alors devant le juge militaire Gonzalo Salazar : « *Ce plan d'attaque du poste de police n'existe pas. J'ai personnellement fouillé toutes les maisons des détenus et je n'ai rien trouvé, ni carte, ni papiers, ni armes pouvant justifier que l'on qualifie ces personnes de dangereuses* ».

Le 2 juillet 1979, le juge Salazar inculpe les huit carabiniers, ce qui signifie qu'il reconnaît la réalité des crimes, mais leur octroie immédiatement la liberté contre une caution ridicule de quelques pesos. Plus tard, le juge militaire Enrique Morel leur accorde le bénéfice du décret d'amnistie. On apprend aussi que six des policiers avaient été décorés pour « *services distingués* ».

Ajoutant l'insulte à l'injustice, les militaires s'emparent des corps et

¹² Tiempo..., op.cit., p. 154.

¹³ Idem

les enterrent subrepticement dans le cimetière de Isla de Maipo avec interdiction absolue de les exhumer.

Après le retour de la démocratie en 1990, les fours à chaux de Lonquén deviennent un lieu de pèlerinage. Aussi, en 1993, des inconnus les font sauter à la dynamite ! Fin 1995, le propriétaire du site où se trouvent les ruines des fours voudrait le transformer en décharge publique. La Commission chilienne des Droits de l'homme suggère au Conseil des monuments nationaux de déclarer l'endroit Site historique et d'y construire un Mémorial à la mémoire des victimes. Le Conseil approuve à l'unanimité. Les organisations de défense des Droits de l'homme posent la première pierre du monument en février 1996 en l'absence remarquée de tout représentant du gouvernement. Seul Ricardo Lagos, ministre des travaux publics, envoie une lettre de soutien.

Chihuío : dix-huit corps mutilés

Perdue dans la Cordillère des Andes du côté de la région des grands lacs à 800 km au sud de Santiago, Chihuío est une zone de grandes propriétés terriennes, donc de petits paysans sans terre à qui la réforme agraire d'Allende avait apporté l'espoir d'enfin devenir propriétaires d'un petit lopin. Organisés en syndicats et impatients face à la lenteur de la réforme, ils s'étaient tout simplement emparés de terres appartenant à de grands propriétaires. Un mois après le coup, ceux-ci prennent leur revanche.

Le 8 octobre 1973, un convoi de 96 militaires venus de Valdivia apparaît dans le village de Futrono. Les officiers ont en main une liste de *revoltosos* et sont guidés par des civils. Ils arrêtent dix-huit personnes du syndicat « Espoir de l'ouvrier » dont un mineur de 14 ans et les emmènent dans la propriété dite de Chihuío où ils sont ligotés et jetés sur le sol. Le soir, les militaires les conduisent à 500 m de la maison et les massacrent à coups de couteau. Certains sont éventrés, d'autres égorgés, plusieurs décapités ; les assassins sectionnent des doigts, des mains, des parties génitales. Les corps sont ensuite enterrés dans trois fosses communes.

Cinq ans plus tard, la découverte des dépouilles de Lonquén provoque la panique parmi les assassins de Chihuío. Un groupe de civils déterre les cadavres et les emporte vers une destination inconnue.

Peu après le retour de la démocratie, en juillet 1990, le magistrat Nivaldo Segura est désigné pour enquêter sur cette affaire. Accompagné d'un témoin anonyme camouflé sous un vaste capuchon, il retrouve plus de deux cents morceaux d'os, des boutons, des restes de tissu¹⁴.

La colonne militaire qui a commis ces crimes appartenait au Régiment de Chasseurs de Valdivia, sous le commandement du lieutenant-colonel Santiago Sinclair. Promu général quelques années plus tard, membre de la Junte militaire et futur sénateur désigné par Pinochet lors du retour de la démocratie, il affirmera ne rien savoir. Près de cent militaires massacrent dix-huit paysans mais leur commandant « *n'est au courant de rien* » !

Officiellement, les agriculteurs disparus figurent enterrés au cimetière de Valdivia, mais tous les certificats de décès ont disparu du registre civil... En juillet 2000, le juge Guzmán (celui qui inculpera Pinochet) ordonne l'exhumation des morceaux d'os et charge le Service médico-légal de les identifier. Les familles espèrent que la méthode ADN permettra cette identification. Les militaires courent toujours...

Paine : l'impasse des veuves ¹⁵

16 octobre 1973. Dans la petite ville de Paine, à 30 km au sud de Santiago, des policiers sous les ordres du major des carabiniers Iván Bravo Espinoza et une patrouille militaire dirigée par le lieutenant Magaña, leurs visages grotesquement peints de noir, arrêtent vingt-quatre ouvriers, paysans et petits commerçants. Les détenus, dont certains habitent une misérable petite impasse, appartiennent à des familles pauvres qui avaient cru aux jours meilleurs promis par Allende.

Malgré la peur qui les tenaille, les épouses se rendent au commissariat pour s'enquérir du sort de leurs maris. Le capitaine Nelson Bravo les envoie vers la prison. Le directeur de la prison les renvoie vers l'École d'infanterie de San Bernardo, commandée par le colonel Leonel Köning qui les renvoie au Stade national de Santiago où sont regroupés plus de 6 000 prisonniers.

Ces femmes sans le sou, qui ne sont jamais sorties de leur village, entreprennent le difficile voyage vers la capitale. Mais leurs maris n'apparaissent pas sur les listes des détenus du stade. Elles parcourent

¹⁴ *Rapport de la Commission présidentielle Vérité et Réconciliation*, Édition La Nación, pp. 89 et 90. *La Epoca* du 11 juillet 1990.

¹⁵ Lire absolument *El Callejón de las viudas* de Ruby Weitzel, Éditions Planeta, Santiago 2001. La dénomination « impasse des veuves » existe depuis 1980 et n'est pas une invention de Mme Weitzel qui l'a simplement reprise pour le titre de son livre.

ensuite les couloirs de la morgue municipale, cherchant un visage connu parmi les corps figés dans les tiroirs glacés ou entassés les uns sur les autres sur le sol. Il y a des cadavres partout, mais pas ceux de leurs maris...

A Paine, comme partout ailleurs, le coup d'Etat fut un désastre pour les petits paysans. La réforme agraire leur avait donné un lopin de terre. La majorité de ces petits paysans n'avait aucune attache politique. Dès le lendemain du coup d'Etat, les grands propriétaires exigent la restitution de leurs terres, les rachètent pour des bouchées de pain à des gens terrorisés, expulsent les paysans *manu militari* et font éliminer physiquement par l'armée ceux qui résistent sous le prétexte qu'ils sont de « *dangereux terroristes* ». En quelques semaines, plus d'une centaine de personnes ont disparu. C'est probablement l'exemple le plus évident de civils utilisant l'armée pour assouvir leur vengeance personnelle.

Les familles affectées cherchent l'appui du député démocrate chrétien Andrés Aylwin qui leur procure assistance par le biais du Comité Pro Paz, collectif écuménique. Selon Aylwin, « *à Paine, il n'y a pas eu de guerre. La grande majorité des disparitions a eu lieu alors que régnait un calme absolu. Ce qui s'est passé, c'est qu'un groupe de civils fanatiques se sont unis à des militaires fanatiques pour réprimer des gens qui s'étaient portés en première ligne pour défendre les acquis de la réforme agraire. Ces civils sont liés à de grands propriétaires terriens et à des groupes d'extrême-droite* »¹⁶. Un nom revient souvent, celui de Francisco Luzoro, président de l'Association des propriétaires de camions de Paine.

Pendant 10 ans, les femmes de Paine n'entendront plus parler de leurs maris. En octobre 1979, un prêtre de Santiago reçoit la confession hallucinante d'un fidèle « *ne pouvant plus garder le silence* ». Cet homme avait participé aux massacres des disparus de Paine et révèle que les militaires avaient abandonné les cadavres quelque part dans les collines au lieu-dit La montée de Chada. Lorsque les avocats du Vicariat y parviennent, ils trouvent les fosses mais elles ne contiennent plus de corps.

Parmi les disparus, Andrés Pereira, père de l'avocate des Droits de l'homme, Pamela Pereira, importante protagoniste de la future Table de dialogue (voir Cinquième Partie). Son père, homme respecté dans la région, était un ami du colonel Köning et celui-ci lui avait promis qu'il ne risquait rien, « *parole de soldat* ». Mais Pereira disparaît et il est clair qu'il fut assassiné par des soldats de son régiment. Lorsque le juge Espejo le convoque le 12 juin 1979, Köning se tire une balle dans le coeur « *pour sauver son honneur* » face à la famille Pereira.

¹⁶ Dans *Tiempo...*, op.cit., p. 35.

La pression des familles des disparus de Paine oblige la justice à nommer un magistrat pour enquêter sur la disparitions de plus de 70 personnes de la région. En 1990, le juge Hermosilla invite les familles à faire les déclarations d'usage. Suzana Vidal raconte que peu après la disparition de leurs maris, quelqu'un avait vu les corps dans la fameuse montée de Chada. Plusieurs femmes s'y étaient rendues et avaient découvert 18 corps mutilés. Elles avaient averti la police qui avait envoyé les corps à l'institut médico-légal de Santiago... d'où ils avaient disparu.

Le 5 janvier 2001, l'Armée annoncera avoir « *jeté les corps de quinze d'entre eux à la mer* ». On ne sait toujours rien des autres.

La Caravane de la mort ¹⁷

[C'est l'affaire qui, 25 ans plus tard, fera tomber Pinochet.]

Ville d'Antofagasta

Grand port entouré de déserts situé à 1 400 km au nord de Santiago, c'est le siège de la Première Division d'Armée sous les ordres du général Joaquín Lagos Osorio. Au moment du coup d'Etat, la Junte diffuse par radios publiques, de longues listes de personnes devant se présenter aux autorités militaires, une centaine de noms pour Antofagasta. Le général organise des Conseils de guerre.

Le 17 octobre 1973, le général Lagos reçoit une communication téléphonique lui annonçant l'arrivée du général Arellano Stark accompagné du colonel Pedro Espinoza Bravo, du major Sergio Arredondo, des capitaines Moren Brito et Fernández Larios et du lieutenant Juan Chiminelli « *sur ordre du Commandant en chef de l'Armée, le général Pinochet, pour préciser les critères sur l'administration de la justice et accélérer les procès* »¹⁸. Le général Arellano arrive en fin d'après-midi à bord d'un hélicoptère Puma de construction française et loge au Régiment Esmeralda où il passe la nuit.

¹⁷ Lire absolument le livre *Los zarpas del Puma* de Patricio Verdugo, Éditions CESOC ChileAmérica, Santiago 1989, devenu le classique sur ce thème. La suite de cette enquête fut publiée dans *Pruebas a la vista* de Patricia Verdugo, Éditorial Sudamericana, Santiago 2000. L'auteur s'est inspiré de ces livres pour la relation qui suit.

¹⁸ La relation des événements se base également sur les déclarations des généraux Lagos et Rivera devant les tribunaux chiliens, citées dans *El Siglo* du 6 février 1998 et *La Nación* du 10 décembre 1998.

Le lendemain, Lagos invite Arellano à déjeuner ; ils ne parlent que de la situation politique. Plus tard, l'hélico redécolle en direction de Calama. Ce n'est qu'alors qu'un major explique au général Lagos que la veille au soir, dès son arrivée, l'équipe du général Arellano avait pénétré dans la prison publique, enlevé 14 prisonniers, les avait emmenés dans la pampa au lieu-dit *El Way* et les avait massacrés à coups de couteaux et de rafales de mitraillettes. Les corps se trouvaient déposés en vrac dans les couloirs de l'hôpital, exposés à la vue de tous...

Ville de Calama

Petite ville tranquille en plein désert d'Atacama à 215 km à l'est d'Antofagasta, Calama est la base d'un bataillon militaire rattaché à la Première Division d'Antofagasta, chargé de protéger la mine de Chuquicamata distante de 20 km. Plus grande mine de cuivre à ciel ouvert du monde, elle génère à l'époque 50 % des devises du Chili.

Le 18 octobre 1973, le colonel Eugenio Rivera, commandant le 15^e Régiment d'infanterie de Calama, est averti de l'arrivée prochaine d'une délégation militaire de haut niveau provenant de Santiago pour observer les conseils de guerre. Ici aussi, des fonctionnaires de l'UP avaient été arrêtés et passés en conseil de guerre. Certains avaient été condamnés à quelques semaines de prison, d'autres à quelques années.

Lorsque le Puma atterrit, le colonel est surpris d'en voir débarquer cinq officiers en tenue de combat, armés jusqu'aux dents, casques d'acier sur la tête, mitraillette à la main et chargeurs à la ceinture. Le général Arellano Stark, commandant la délégation, demande à consulter immédiatement la liste des prisonniers et l'état d'avancement des conseils de guerre. Il montre au colonel un document signé par le général Pinochet, certifiant que le général Arellano avait été nommé « *Délégué du commandant en chef* », ce qui lui confère automatiquement autorité sur tous les officiers y compris de grade supérieur. Tous ses ordres doivent être exécutés à l'instant. Arellano ordonne la réouverture des conseils de guerre.

Le colonel Rivera convoque les conseils puis invite le général à déjeuner. L'après-midi, le colonel fait visiter la mine au général qui reprend son hélicoptère vers 20 heures. Au retour, le colonel trouve sa caserne en plein chaos. Il apprend que pendant qu'il mangeait tranquillement, les hommes du général ont fait sortir vingt-six prisonniers de la prison, les ont emmenés dans le désert, les ont

assassinés et abandonné leurs cadavres dans des fosses qu'ils avaient fait creuser par des hommes du contingent.

Informant le général Lagos par téléphone, il découvre que les passagers du Puma ont commis exactement les mêmes actes à Antofagasta. Il apprendra plus tard que le même scénario s'était passé à Tocopilla, Copiapó, La Serena, Talca, Concepción, Linares et Cauquenes. En tout, 75 civils, déjà jugés en conseil de guerre, avaient été froidement exécutés.

Devant l'émoi provoqué dans chaque ville, les commandants des diverses bases, utilisent la même explication que les journaux s'empresseront de diffuser : « *Les prisonniers ont tenté de s'enfuir durant la reconstitution de leurs crimes et ont du être abattus par les soldats* ». Seul le général Lagos à Antofagasta, indigné, fait écrire la vérité sur les certificats de décès. Ainsi le certificat n° 508 de Eugenio Ruiz-Tagle signale : « *Cause de la mort : anémie aigue pour lésions dues à des projectiles. Exécution.* »

Les militaires ont un autre gros problème à résoudre : les familles réclament les corps sauf à Antofagasta où ils ont été jetés dans les couloirs de la morgue. Mais les corps ont été littéralement déchiquetés par les assassins et sont horriblement mutilés. Pour ne pas les rendre aux familles, ils inventent un nouveau mensonge : en vertu de mesures d'hygiène imposées par le ministère de la Santé, les corps ne leur seront rendus que dans un an.

Lorsqu'il rentre à Antofagasta, le général Arellano déclare qu'il se fait responsable de tout. Lagos lui signifie fermement son opposition à de telles méthodes, qu'il s'agit d'une conduite ignoble envers l'Armée et le pays et que tout se sait déjà au Chili et dans le monde. Ce n'est qu'alors qu'Arellano Stark lui montre le fameux document qui le déclare « *Délégué spécial du Commandant en chef* » lui donnant tous les pouvoirs.

Le hasard fait que Pinochet atterrit le lendemain à Antofagasta en visite d'inspection. Pinochet « *concède cinq minutes* » à Lagos qui explique tout et demande « *à être immédiatement relevé de ses fonctions puisqu'il avait perdu son autorité sur ses hommes et sur la ville* ». Lagos rédige le memo n° 1885 dans lequel il sépare « *les prisonniers exécutés suite aux Conseils de guerre (10) de ceux exécutés par les membres de la délégation spéciale d'Arellano sur ordre du Commandant en chef de l'armée (63)* ». Pinochet lui renvoie le document avec ordre de ne rédiger qu'une seule liste et de ne pas mentionner son nom ni celui d'Arellano ! Lagos est obligé d'obéir.

Plus tard, les commandants considérés comme « mous » (Jaña à Cauquenes, Rivera à Calama et Lagos à Antofagasta) seront mis à la retraite. Arellano Stark et les officiers de sa délégation seront promus !

Selon le Rapport présidentiel Vérité et Réconciliation publié en démocratie en 1991 (voir chapitre 5), la violence de la Caravane avait deux objectifs : terroriser la population en lui faisant comprendre que toute opposition serait punie par la torture et la mort, et signaler aux militaires qu'il n'y avait qu'un seul chef et qu'il fallait exercer le contrôle de la population civile et militaire avec force.

Tel un boomerang, les actions de Pinochet et d'Arellano Stark leur reviendront en plein visage vingt-cinq ans plus tard. Pendant ce temps, les familles continuent de désespérément creuser le désert à la recherche des corps.

4. La répression-terreur : « Pas une feuille ne bouge sans que je le sache... »
(1974-1989)

Début 1974, la Junte militaire commence à élaborer son projet de société. L'Unité Populaire du président Salvador Allende est complètement détruite, ses principaux dirigeants et cadres ainsi que ceux des partis politiques de gauche sont en prison, morts ou en exil. Il n'y a plus d'opposition ouverte à la Junte militaire et elle peut commencer à mettre en place les politiques économiques et sociales des secteurs militaires et civils qu'elle représente.

Mais la Junte sait que dès qu'ils le pourront, les forces sociales, les partis démocratiques, les mouvements de gauche et les partis qui composaient l'UP, essaieront de se réorganiser. L'UP est gravement blessée mais ses sympathisants se comptent par centaines de milliers. Pour la Junte, autant d'ennemis potentiels. Pour lutter contre eux, elle crée ses services de sécurité et de renseignements.

Le Commandement Conjoint (*Comando Conjunto*)

Pour coordonner leurs actions, les services secrets se regroupent, à l'exception de la DINA du général Contreras qui dépend directement de Pinochet. Le SIN de la Marine, le DINE de l'Armée, le DIFA de la Force aérienne et la DICAR du corps des Carabiniers, la police

chilienne, forment le Commandement Conjoint (CC). Une belle brochette « d'intelligences » si l'on sait que « renseignements » se dit « *inteligencia* » en espagnol. Le CC s'installe au n° 6 de la rue Juan Antonio Rios, à quelques pas du Palais présidentiel encore en ruines. Une sourde lutte fait bientôt rage entre la DINA et le CC. Les victimes : les partis de gauche clandestins et le peuple chilien¹⁹.

Le « travail » ne commence vraiment que début 1975. L'objectif : le PS, le PC et le MIR clandestins. Les moyens n'ont aucune importance, tout le matériel nécessaire sera fourni, toutes les méthodes sont acceptées, tout est permis. Le CC fiche des milliers de citoyens, leurs parents, leurs amis, leurs idées, habitudes, relations, lectures, etc. Les responsables sont le lieutenant Fuentes Morrison alias le Wally, pour l'Aviation ; le lieutenant Alvaro Corbalán pour l'Armée ; le lieutenant Muñoz Gamboa alias le Lolo pour les Carabiniers. Les analyses sont réalisées par les services du colonel Oteiza et du commandant Luis Campos. Ils reçoivent l'aide d'hommes de confiance, Cesar Palma alias le Fifo, qui avait participé à l'assassinat d'un aide de camp d'Allende en juillet 73, et Otto Trujillo.

Ils veulent détruire le PC clandestin à l'aide de militants « retournés » tel Carol Flores, un militant communiste devenu indicateur. Pour le convaincre de « coopérer », les militaires lui avaient fait subir trois mois de tortures puis torturèrent ses frères Boris et Lincoyan devant lui. Flores avait craqué. Il s'appellera désormais « Juanca » (Juan Carlos) et classe les photos, écrit les adresses, dessine la structure du PC, met des noms dans les cases de l'organigramme et explique les documents que le Commando ramasse lors de ses raids. Le CC veut nettoyer la zone sud. Toutes les méthodes étant bonnes, il appelle à la délation et réagit à toute dénonciation.

Les services juridiques du Vicariat de la solidarité de l'Eglise catholique enregistrèrent ainsi le cas de Ramón et Rosa²⁰. Dénoncé par une collègue du jardin d'enfants dans lequel il travaille, Ramón est taxé « *d'extrémiste* » et accusé « *d'imprimer des documents subversifs* ». Les yeux bandés, les mains liées par des menottes très serrées, il est emmené dans les caves. Ses tortionnaires le rouent de coups puis lui écrasent les orteils sous une bûche. Il reçoit de violents coups de poings sur le visage, la tête, les testicules. On lui cogne la tête contre un mur

¹⁹ Lire *Los secretos del Comando Conjunto*, de Mónica González et Hector Contreras, éditions Ornitornco, Santiago 1991.

²⁰ Le récit suivant provient du livre cité en note antérieure.

tout en le questionnant sur le père Guido Peeters, un prêtre belge, curé de sa paroisse, et un certain Carlos. Devant son silence, les militaires vont alors chercher Rosa qui est aussi battue, les yeux bandés, dans la même pièce que son mari.

Deux hommes se saisissent ensuite de Ramón, le jettent sur un sommier métallique laissant la tête pendre dans le vide et lui introduisent de la paraffine dans le nez. Ramón hurle de douleur à quelques mètres de Rosa, terrorisée. Après un temps, un homme que les autres appellent Lolo [le lieutenant Muñoz Gamboa] prend Rosa par les cheveux et lui écrase la tête contre le mur. Il demande qu'on lui apporte « la machine ». Rosa sent qu'il lui soulève la blouse, lui arrache le soutien-gorge, lui place quelque chose sur le mamelon gauche et crie « Allez-y ». La décharge électrique est si violente qu'elle perd connaissance. Quand elle revient à elle, un des hommes lui crie « *Si vous ne dites rien, votre gamin va devenir orphelin !* ».

Dans la même pièce, chacune des victimes gît de son côté. Les poignets de Ramón saignent, le métal entre dans sa chair gonflée. Tout à coup les hommes reviennent, les empoignent et les jettent chacun dans des toilettes séparées. L'un d'eux rejoint Rosa et la force à s'agenouiller la tête dans la cuvette. Sans un mot, il la bat jusqu'à ce qu'elle soit sur le point de s'évanouir. Alors il lui arrache ses vêtements et la viole.

De l'autre côté, un homme dit à Ramón en ricanant : « *Ils sont en train d'enculer ta femme !* » Rosa effondrée sur la cuvette, entend qu'un autre homme ouvre la porte derrière elle. Elle veut l'implorer d'arrêter, mais il la saisit par la nuque, lui plonge la tête dans la cuvette et la viole aussi. Deux jours plus tard, sans explications, Ramón et Rosa sont libérés.

Ces méthodes permettent au Commandement Conjoint de démanteler les organisations clandestines et de retourner plusieurs cadres torturés. C'est le cas de Miguel Estay Reino, alias le Fanta, cadre des jeunesses communistes, ou de Carol Flores, déjà cité. Ils dénoncent de nombreux camarades qui disparaissent à tout jamais. Plusieurs dizaines de personnes passent ainsi entre les mains du Commandement Conjoint. Plus de 70 sont encore disparues en 2002.

Les erreurs et les excès trop publics du CC provoquent sa fermeture. Sa disparition laisse la DINA du général Contreras maître du terrain, c'est-à-dire du pays. Toutes les atrocités commises par le CC seront confirmées par un de ses déserteurs, le caporal Andrés Valenzuela, lors

d'une entrevue avec la journaliste Mónica Gonzalez de la revue *Cauce*²¹. Après ses révélations qui permirent d'identifier plusieurs victimes et leurs assassins, Valenzuela s'exila sous un faux nom en Europe. Il vécut d'abord en Belgique puis en France.

La DINA : « Un organisme militaire de caractère professionnel »

Responsable de centaines de disparitions et d'exécutions sommaires, des tortures les plus cruelles et aberrantes, la DINA (*Dirección Nacional de Inteligencia*, Direction nationale de renseignements) est le fruit d'une conception de la sécurité partagée par un groupe restreint de militaires issus surtout de l'Armée de terre, le Comité des colonels constitué au sein de l'École des ingénieurs de la base de Tejas Verdes près de San Antonio à 100 km à l'ouest de Santiago.

La DINA est créée officiellement le 14 juin 1974 par le Décret-Loi 521. Elle y est présentée comme « *un organisme militaire de caractère technico-professionnel dépendant directement de la Junte militaire, dont la mission sera de réunir toute l'information nécessaire pour la formation des politiques, la planification et l'adoption des mesures indispensables pour sauvegarder la sécurité du pays* ». Une série de lois secrètes lui confèrent un large pouvoir, sans obligation de rendre des comptes. Le véritable objectif de la DINA : « *Exterminer les ennemis de la Patrie* »²². Son commandant est le colonel Manuel Contreras.

La DINA fonctionne selon une doctrine contre-insurrectionnelle simple et claire correspondant à la doctrine de sécurité nationale conçue par les Etats-Unis et enseignée aux militaires latino-américains par l'École des Amériques de Fort Gullik au Panama (aujourd'hui transférée aux Etats-Unis) :

— Il ne s'agit pas de guérilla mais d'une véritable guerre entre les pays et leurs rebelles ; c'est une guerre continentale dirigée depuis Cuba et plus loin par l'URSS pour liquider le monde libre et incorporer

²¹ Confession faite à Monica Gonzalez et publiée par la revue *Cauce* n° 32 du 23 juillet 1985 sous le titre *He torturado* (J'ai torturé).

²² Termes exacts utilisés par le rapport de la commission présidentielle *Verdad y Reconciliación* pour qualifier les actions de la DINA, *op.cit.*, p. 107.

l'Amérique latine à l'empire soviétique²³ ;

— en conséquence, les organismes de sécurité ont le devoir de se situer au-delà de toute norme éthique. La « raison d'Etat » les autorise, dans des cas extrêmes qu'ils déterminent eux-mêmes, à entreprendre des actions qui violent les Droits de l'homme, au nom d'un « *bien supérieur d'intérêt général* »”.

Les adeptes de ce dogme le mettent immédiatement en pratique : les civils capturés sont brutalement torturés. Lors d'un stage pour officiers, un moniteur explique comment briser un prisonnier : « *Dans cette guerre, tout est permis. Eux sont l'ennemi qu'il faut détruire. Vous êtes les vainqueurs, les meilleurs. Eux ont déjà perdu la guerre* »²⁴.

La DINA se dote immédiatement de centres de détention secrets où la torture est systématiquement appliquée. Les centres les plus connus sont *Tejas Verdes* près de Santo Domingo (San Antonio), sous les ordres du colonel Manuel Contreras ; *Rue de Londres n° 38* à Santiago, où la torture favorite des *dinas* s'appelle *la parilla* (gril), un sommier métallique qui permet la torture à l'électricité. Les tortionnaires sont le capitaine Miguel Krassnoff, le caporal Basclay Zapata dit le Troglo qui violait systématiquement les prisonnières, le sous-lieutenant Jorge Andrade, le civil Osvaldo Romo, le Negro Paz et Tulio Pereira, entre autres²⁵ ; le centre de la *Rue José Domingo Cañas 1367* à Santiago (une dirigeante du MIR, Lumi Videla, y est torturée à mort et son corps jeté dans les jardins de l'ambassade d'Italie, provoquant un scandale international et la fermeture hâtive du centre) ; *Villa Grimaldi* située rue José Arrieta 8200 dans la commune de La Reina à Santiago, l'enfer pour des dizaines de prisonniers et prisonnières. Ses endroits les plus caractéristiques sont « la tour », des cellules de 70 x 70 cm et 2 m de haut contenant deux prisonniers ; les « maisons chiliennes », d'étroites cages en bois où les prisonniers devaient rester debout dans l'obscurité pendant plusieurs jours. La torture favorite est toujours la « grillade » sur sommier métallique. Un raffinement local, les lits superposés : le parent ou le conjoint attaché en bas peut voir tout ce qui se fait au parent ou conjoint attaché en haut. Puis on intervertit les positions. Une autre torture favorite, la pendaison par les mains ou par les pieds pendant de longues heures, additionnée parfois de coups, de décharges électriques ou de vexations sexuelles. Des centaines de personnes

²³ Doctrine décrite en détail dans le rapport *Verdad y Reconciliación, op.cit.*, p. 11.

²⁴ Dans *Tras la huella de los desaparecidos* (Sur la piste des disparus) de León Gomez Araneda, éditions Caleuche, Santiago, 1990, p. 193.

²⁵ Dans *El Siglo* n° 114 du 9 février 1992, p. 24.

disparaîtront après être passés par Villa Grimaldi. En 1998, le site fut rasé pour y construire un parc du souvenir ; *la discothèque ou Venda Sexy* située rue d'Iran 30 à l'est de Santiago où les cris des victimes étaient couverts par de la musique d'où le nom de discothèque et où les prisonnières étaient systématiquement violées d'où l'autre nom. Sous la direction du lieutenant des Carabiniers Miguel Hernandez. Les "cliniques" de la rue Santa Lucia 120 et de la rue Barroso où les victimes sont cachées jusqu'à ce que les traces de torture ne soient plus visibles. La *Colonia Dignidad* dans le sud du Chili.

Elimination des personnalités pouvant organiser un gouvernement en exil

La junta militaire est persuadée que des personnalités chiliennes réfugiées à l'étranger vont s'unir pour former un gouvernement en exil qui pourrait provoquer de graves ennuis à la dictature. Les principales figures sont Bernardo Leighton, Orlando Letelier, le général Carlos Prats et le socialiste Carlos Altamirano. Quelqu'un donne des ordres.

Fondateur du Parti démocrate chrétien du Chili, ancien ministre de l'Intérieur et vice-président de la République, Bernardo Leighton s'était réfugié à Rome avec sa femme Anita Fresno après le coup d'Etat. Le 6 octobre 1975, alors que le couple rentre d'un concert, deux inconnus leur tirent une volée de balles à bout portant. Bernardo Leighton est atteint à la tête et Anita Fresno à la colonne vertébrale. Ils survivent, lui avec une balle à jamais incrustée dans le crâne, elle, paralysée à vie. La justice italienne découvre que Michael Townley, chilien d'origine étatsunienne et agent de la DINA, avait contacté Stefano Delle Chiaie et Pierluigi Pagliani, membres d'un groupe d'extrême-droite, *Avanzada Nazionale*, recherchés par la police pour l'attentat de la gare de Bologne (80 morts), pour réaliser l'assassinat. Ils avaient accepté à condition de recevoir asile au Chili, ce qui leur fut concédé. En 1995, la justice italienne condamne Contreras par contumace à 20 ans de prison et Townley à 18 ans.

Averti immédiatement après le coup d'Etat que son nom se trouve sur des listes noires, le général Carlos Prats négocie avec Pinochet son exil vers l'Argentine. A Buenos Aires, il se rend compte qu'il est suivi. Il décide alors de s'exiler en Europe. Il n'en aura pas l'occasion. Le 30 septembre 1974, une bombe placée sous sa voiture explose les tuant, lui et sa femme. Sophie Cuthbert a les jambes et le bras gauche arrachés, Carlos Prats, le corps entièrement brûlé.

L'agent Townley, de nouveau impliqué, raconte que « vers mi-1974, le général Pinochet signale aux responsables de la DINA que Prats est un homme dangereux pour le Chili. Contreras et Espinoza, les chefs de la DINA, décident alors de l'éliminer. Ils offrent 20 000 dollars à la Triple A (Asociación Argentina Anticomunista) pour réaliser le travail mais elle refuse. La DINA charge alors son Département extérieur de la mission qui fut tout un succès »²⁶

Ministre des Relations extérieures et ancien ambassadeur du Chili aux Etats-Unis sous Allende, Orlando Letelier est immédiatement arrêté après le coup d'Etat et déporté à l'Île patagonique de Dawson. Autorisé à s'exiler, il voyage au Venezuela puis aux Etats-Unis où il travaille bientôt pour l'Institut d'Etudes Politiques de Washington. La dictature lui retire sa nationalité chilienne pour « attentat grave contre les intérêts essentiels de l'Etat chilien ».

Le 21 septembre 1976, une bombe placée sous sa voiture explose, le tuant lui et sa secrétaire nord-américaine, Ronnie Moffit. C'est la première fois dans l'histoire des Etats-Unis qu'une personnalité étrangère est assassinée en plein Washington. L'émotion est grande au Chili, la colère du gouvernement US ne l'est pas moins.

L'enquête mène rapidement à trois Cubains anticastristes du Mouvement Nationaliste Cubain basé à Miami. Ils identifient les hommes qui les ont contactés sous le nom de Juan Williams Rose et Alejandro Romeral Jara, entrés aux USA avec un faux passeport. La justice US demande à la justice chilienne d'identifier les photos des deux faux passeports dont le policier des frontières suspicieux avait fait une photocopie.

Au Chili, la juge Juana Gonzalez envoie les photos à l'Armée qui ne les connaît pas. C'est l'ambassade des Etats-Unis qui découvre que Williams Rose n'est autre que Michael Townley et Romeral Jara, le capitaine Fernández Larios. Les USA demandent l'extradition de Townley, Contreras, Espinoza et Larios pour pouvoir les traduire en justice. Seul Townley est extradé, bien sûr. La justice chilienne ferme le dossier.

[En mai 2000, des documents jusqu'alors secrets montreront que Pinochet avait, en 1974, envoyé le colonel Contreras aux Etats-Unis pour rencontrer en secret le général Vernon Walters, directeur adjoint

²⁶ La Epoca du 23 mars 1993.

de la CIA durant l'Unité Populaire. Walters, Contreras et Pinochet s'entendirent si bien que le premier fit visiter au second les installations de la CIA de Langley, en Virginie. Contreras se mit à avoir des contacts suivis avec l'antenne CIA de Santiago, en particulier avec Stuart Burton, premier secrétaire de l'ambassade US en 1974. La CIA, basée dans l'ambassade, compta jusqu'à 100 agents actifs au Chili. Leurs actions : infiltrer les partis politiques clandestins, les institutions civiles et militaires et y trouver des informateurs ; donner à la DINA le nom des « éléments dangereux » ; informer la dictature sur les activités des exilés chiliens à l'étranger ; infiltrer les communications ; donner des conseils sur les techniques d'interrogatoire et de tortures, etc. Les relations se refroidirent après l'attentat contre Letelier à Washington.

Selon Peter Kornbluth, un analyste étatsunien expert en relations Chili-Etats-Unis, « *la relation entre la DINA et la CIA est l'un des secrets les plus profonds et obscurs de l'histoire du soutien de Washington à la dictature, et un scandale qui attend d'être révélé.* » [Vernon Walters meurt en février 2002.]

Elimination des opposants : l'Opération Colombo

En 1975, la Junte militaire chilienne est constamment attaquée au niveau international pour les nombreuses disparitions de ses opposants. Les disparus gênant le régime, la DINA va se charger de « résoudre le problème ». Cette même année, le *Comité Pro Paz* qui regroupe plusieurs entités chrétiennes, introduit auprès des tribunaux une procédure d'*Habeas Corpus* pour 163 personnes disparues, une procédure qui la police à présenter les détenus à un juge. La Cour suprême rejette les recours. L'Opération Colombo peut démarrer.

Le 12 juin, le journal *La Segunda* (propriété du groupe *El Mercurio*) titre en première page : « *Des extrémistes chiliens s'entraînent en Argentine* ». Les militaires et les journaux commencent à lier le nom de ces soi-disant guerilleros à ceux des disparus.

Le journal *La Patria* écrit : « *Les extrémistes ne sont ni morts ni disparus. Au contraire, ils sont en bonne santé physique bien que l'on ne puisse dire la même chose de leur état mental.* » Le 16 juin, le *Mercurio* titre « *Des Chiliens armés sont passés d'Argentine au Chili* » et le journal *La Tercera* que 50 guerilleros venus d'Argentine ont été capturés. Mais le régime ne montre aucune photo, ne donne aucun nom. Exaspérée, la police des frontières argentine dément toute présence de Chiliens armés dans sa zone de contrôle.

La Junte militaire annonce alors que plus de 2 000 miristes armés

préparent une invasion du Chili. Puis, estimant que l'opinion publique est prête, elle frappe un grand coup et ouvre la dernière phase de l'opération : faire croire que les disparus se sont réfugiés en Argentine où ils se sont massacrés les uns les autres !

Le 15 juillet, la revue argentine *Lea* (Lisez) reprend une chronique d'origine soi-disant mexicaine intitulée « *La vendetta chilienne* », selon laquelle « *60 extrémistes chiliens furent éliminés par leurs propres compagnons d'armes en Argentine et au Chili* ». Et l'article donne le nom des 60 morts de cette tuerie provoquée « *pour des motifs d'argent et de pouvoir* ». Deux jours plus tard, le journal *O'Día* (Le jour) édité dans la ville brésilienne de Curitiba publie un article donnant une liste « *des 59 extrémistes chiliens morts lors d'affrontements avec les forces argentines* » dans la région de Salta.

Ces « informations » arrivent finalement au Chili où le journal *La Segunda* du 24 juillet titre « *Les miristes exterminés comme des rats* ». Tous les journaux chiliens publient alors de violents éditoriaux sur le même thème : « *les organisations dites humanitaires ont injustement accusé le gouvernement militaire d'avoir fait disparaître des subversifs alors qu'il est maintenant prouvé qu'ils se trouvaient à l'étranger à réaliser des opérations illégales* ».

Mais il est vite clair que ces « combats » ne sont que pure invention du Groupe Condor et de la DINA. Le Comité Pro Paz se rend compte que les 119 noms mentionnés font tous partie des 163 requêtes d'*Habeas Corpus* qu'il avait présenté au tribunal. De plus, plusieurs de ces noms apparaissent avec des fautes d'orthographe, les *mêmes* qui apparaissent sur leur liste ! Finalement, il est prouvé que 75 des 119 morts ont été arrêtés au Chili par les forces de sécurité durant les six mois antérieurs : 53 à leur domicile, 7 à leur travail et 15 sur la voie publique. Pour couronner le tout, les gardes-frontières argentins démentent vigoureusement tout affrontement sur leur frontière.

On découvre finalement que la revue *Lea* en Argentine et le journal *O'Día* au Brésil n'existent pas. Ils n'ont jamais été publiés qu'en un seul exemplaire, celui qui donnait les noms. Il s'agissait d'un gigantesque montage de la DINA.

La CNI et L'Opération Albanie

La Centrale nationale de renseignements (CNI), remplaçante de la

DINA, est créée par le décret-loi 1.878 du 13 août 1977, qui lui fixe pour objectif : « *L'établissement d'un organisme militaire spécialisé de caractère technique et professionnel qui a pour mission de réunir et de traiter toutes les informations nationales dont le gouvernement a besoin pour la formulation de ses politiques, ainsi que l'adoption des mesures nécessaires à la sauvegarde de la sécurité nationale* ». Les termes sont presque identiques à ceux de la CNI, à une grande différence près : alors que la DINA dépendait directement de la Junte, la CNI fait partie des forces armées.

On peut distinguer deux étapes dans l'évolution de la CNI. La première est une étape de réorganisation vers un travail mettant l'accent sur les renseignements. La répression diminue notablement. Mais en 1980, le MIR entreprend son « *opération retour au Chili* ». De nombreux militants reviennent clandestinement, se réorganisent et entament une campagne d'opposition politico-militaire contre la dictature. En juillet, le MIR abat le directeur de l'École du service de renseignements de l'armée, le colonel Roger Vergara.

Dans le courant de cette même année 80, le congrès — clandestin — du PC décide une réorientation de ses méthodes de lutte, véritable virage historique par rapport à sa position traditionnelle de conquête du pouvoir par la lutte politique. Se basant sur la Déclaration universelle des Droits de l'homme qui stipule que les peuples ont le droit de se rebeller contre la tyrannie, dorénavant « *toutes les formes de lutte sont valables dans la lutte contre la dictature* ». Tout le monde comprend que le PC va prendre les armes. La CNI reprend alors ses activités répressives.

En 1983, le PC crée le Front Patriotique Manuel Rodriguez (FPMR) regroupant « *des résistants de toutes tendances politiques* », bien que les cadres soient essentiellement communistes. *Le Front*, comme l'appellent familièrement les gens, engage une guérilla essentiellement urbaine : sabotage du réseau électrique, attaques armées contre des cibles militaires ou policières, détournement de camions de nourriture ensuite distribuée dans les quartiers pauvres, occupation de radios pour émettre des messages de résistance, etc. En 1986, le Front monte une embuscade magistralement préparée contre le dictateur²⁷. L'opération échoue, le chauffeur de la voiture blindée du général Pinochet faisant une marche arrière en catastrophe entre les carcasses des voitures d'escorte que le Front a détruites au bazooka. Les vingt-cinq résistants

²⁷ Décrite en détail dans *Operación Siglo XX* de Patricia Verdugo, éditions Ornitorinco, Santiago 1990.

du Front parviennent à s'échapper après avoir abattu cinq gardes du corps de Pinochet.

En représailles, quatre opposants au régime, Felipe Rivera, Gastón Vidaurrazaga, José Carrasco, éditeur international de la revue *Análisis*, et Abraham Muskatblit sont sommairement exécutés pendant la nuit.

Une empreinte digitale trouvée sur une boîte de conserve permet à la police d'arrêter des membres de l'embuscade. Sauvagement torturés, ils ne révéleront cependant pas les noms de leurs compagnons. Parmi les détenus, Victor Díaz, fils d'un disparu en 1976 ; Vassily Carrillo, fils d'un syndicaliste fusillé en 1973 ; Lautaro Cruz, neveu d'un dirigeant ouvrier disparu en 1976...

Le 1^{er} septembre 1987, un secteur du Front enlève le colonel Carlos Carreño. En représailles, cinq jeunes gens, membres ou ex-membres du PC disparaissent. Malgré le ratissage serré des trois quarts de la ville de Santiago et l'arrestation de milliers de personnes, le colonel reste introuvable. La famille du colonel accepte alors de payer la rançon. Le colonel est relâché en excellente santé... au Brésil ! Par contre, les cinq jeunes gens ne réapparaîtront jamais. Des témoignages officieux affirmeront qu'ils auraient été jetés à la mer depuis un hélicoptère après avoir été éentrés pour que les corps ne remontent pas à la surface. Ceci sera confirmé plusieurs années plus tard.

Toutes ces actions ont placé le PC, le MIR et le Front dans le collimateur de la CNI qui prépare ses actions répressives. De plus, l'embuscade tendue au général représentait un camouflet de taille pour la CNI d'autant plus que c'est la police qui avait trouvé les empreintes digitales. Il fallait frapper un grand coup !

L'Opération Albanie

Pendant des mois, la CNI recherche les noms, adresses, cachettes et lieux de rendez-vous de personnes qu'elle soupçonne d'appartenir au Front ou au PC. Pour la CNI, tout opposant ou ex-membre du PC est assimilé communiste, donc dangereux et inscrit sur les listes noires. Sur de telles bases, il n'est pas difficile de retrouver d'anciens militants et par eux, des militants actuels et des membres du Front. Le 15 juin, la CNI passe à l'action, connue d'abord comme Massacre de Corpus Cristi puis d'Opération Albanie.

15 juin 1987, midi. Ignacio Valenzuela, professeur d'économie, ne peut faire éEmarrer sa 2 CV. Il décide d'apporter les clés de la voiture à sa mère. 50 m derrière lui, une petite camionnette blanche se met en route. Arrivée à hauteur du marcheur, la porte latérale s'ouvre et

plusieurs rafales de mitraillette le tuent. La CNI déclare que « *lorsque ses agents ont voulu l'arrêter, Valenzuela a sorti un revolver et une grenade et qu'ils durent l'abattre pour défendre leur vie* »²⁸. Tous les témoins démentent cette version.

Même jour, 18h30. Patricio Acosta, 25 ans, est abattu. La CNI explique : « *Des documents confisqués chez Valenzuela prouvent que Acosta avait participé à l'embuscade contre Pinochet. Lorsque la CNI s'est présentée chez lui, il l'a reçue avec un revolver de marque espagnole Tala. Le terroriste a péri au cours de l'affrontement qu'il a provoqué.* » Une enquête de la Commission chilienne des Droits de l'homme révèle tout autre chose. En rentrant chez lui, Acosta fut abattu à bout portant par un groupe d'hommes qui l'attendait à sa descente du bus.

Même jour, minuit. Julio Guerra, 29 ans, ouvrier artisan dans la construction, est inquiet. La CNI l'accuse d'avoir participé à l'attentat contre Pinochet. Il décide de quitter la ville. Auparavant, il demande protection à la Commission chilienne des Droits de l'homme. Celle-ci introduit un recours de protection mais la justice répond qu'aucun mandat n'a été délivré contre Guerra. Vers minuit, une cinquantaine d'hommes armés entourent son HLM, enfoncent sa porte et le tuent dans la salle de bain où il s'était réfugié. L'histoire de la CNI ne varie pas : il a résisté, ils ont dû tirer. L'autopsie montrera que la victime a reçu neuf projectiles, dont un dans chaque oeil, tirés à moins de 80 cm.

Même jour, même heure. La maison du 417 rue Varas Mena, commune de San Miguel au sud de Santiago, est un refuge du Front. Cecilia Valdés raconte²⁹ : « *Les autres dormaient. Je regardais la télévision lorsque soudain, des coups contre la porte. Les frères Juan et Wilson Henriquez prirent leurs armes pour protéger notre fuite. Je pris mon fils de deux ans dans mes bras et m'enfuis par les toits comme prévu, mais au coin de la rue, la CNI m'arrête. Ils m'arrachent mon enfant des bras et le mettent dans une voiture. Ils m'emmènent un peu plus loin et à 7 me tuent lorsqu'un policier en civil plaide pour ma vie. C'était peut-être tout un show mais ils ont bien tué les autres...* »

Santiago Montenegro aussi fuit par les toits mais il est blessé par balles à la tête et à l'épaule. Il est trouvé par la police qui l'emmène au poste parce qu'il n'a pas de papiers sur lui. La CNI veut l'enlever pour le tuer mais un officier de carabiniers l'envoie à l'hôpital où les

²⁸ Communiqué officiel de Dinacos (Division de communication sociale), la voix du régime, citée par le journal *Fortin Mapocho* du 17 juin 1987.

²⁹ Journal *La Epoca* du 22 mai 1988, p. 17.

médecins se disputent avec les CNI qui veulent toujours l'emmener. Finalement, il sera arrêté et emprisonné...

Il semble que, de tous les événements de ces deux jours, ce soit le seul incident où il y ait vraiment eu résistance des victimes. Il s'agissait probablement d'une école de cadres du Front. Quatorze personnes parviennent à fuir, couvertes par les frères Henriquez qui sont tués.

Même jour, même heure. La rue Pedro Donoso, commune de Conchalí, au nord de Santiago, est calme. Vers 5 h du matin, une voix amplifiée par un haut-parleur se met à crier face au n° 582 : « *Rendez-vous, vous êtes encerclés. Sortez les mains sur la tête* ». Après deux minutes de silence, le bruit infernal de rafales de mitrailleuses déchire la nuit. Les habitants de la rue se précipitent sous leur lit. Les tirs dureront une demi-heure. Des bruits de sacs trainés par terre, des mouvements de véhicules, puis le silence.

Ricardo Campos, qui habite juste en face, entre dans la maison. « *Il y avait des impacts de balles partout, du sang sur tous les murs, des morceaux d'os, les restes d'une main... Dans la cuisine, j'ai trouvé des cheveux dans une flaque de sang, des vêtements troués, des chaussures.* »³⁰

Quelques heures plus tard, la police annonce « *la mort de sept terroristes, quatre hommes et trois femmes, au cours d'un affrontement rue Donoso. Trois policiers ont été blessés* ». Mais les explications officielles se contredisent. Certains policiers disent qu'ils ont « *découvert la cellule du Front par hasard* », d'autres « *qu'ils savaient qu'il y avait là une cellule du Front* ». La cohérence n'a jamais été le fort des polices secrètes.³¹

Les familles des victimes accusent la CNI d'avoir enlevé leurs victimes la veille, de les avoir torturées puis d'avoir mis en scène cet affrontement fictif pour les liquider. Quelques jours plus tard, coup de théâtre. Ulcérée d'avoir été écartée de l'opération, la police judiciaire dément complètement la CNI. Les recherches balistiques montrent qu'il n'y a jamais eu affrontement : il n'y a aucun impact de balle sur les maisons avoisinantes, les victimes n'ont pas tiré un seul coup de feu ! Les douilles appartiennent toutes au type d'armes utilisées par l'armée et la police. Aucune douille du soi-disant M 16 utilisé par les

³⁰ *La Epoca* du 14 juin 1992.

³¹ Les sept victimes sont Esther Cabrera, Manuel Valencia, Ricardo Silva, Hernán Rivera, Elisabeth Escobar, José Valenzuela et Patricia Quiroz dont le mari, Patricio Acosta a déjà été tué par la CNI quelques heures plus tôt.

« terroristes ». Les conflits entre barbouzes ont parfois du bon...

Des avocats du Vicariat de la solidarité se rendent alors à la maison de la rue Donoso. A leur grande surprise, elle est grande ouverte. « *L'inspection des lieux met en doute la véracité de la version officielle. Aucun impact de balle sur les murs voisins, les arbres, les clotures. Aucun coup de feu n'a été tiré de la maison. Par contre, les traces de balles situées autour des flaques de sang montrent que des coups de feu ont été tirés du haut vers le bas, à courte distance* »³². Le Vicariat annonce qu'il va déposer une plainte pour assassinat en masse.

Les rapports d'autopsie confirment les doutes. La majorité de ces coups de feu ont été tirés du haut vers le bas comme si les victimes étaient couchées avant de recevoir les projectiles³³. Tollé général au Chili. Le Procureur de la République, l'avocat Ambrosio Rodríguez, se sent obligé de légaliser l'opération. Il affirme que « *toutes les actions se sont effectuées en présence d'un juge militaire et la CNI est intervenue sur ordres des tribunaux* »³⁴. On apprendra plus tard qu'il s'agissait de l'ordre 1402 signé par le juge militaire Luis Acevedo qui dément avoir été présent ! Qui ment ?

En février 1990, à quelques jours de transmission du pouvoir au président Aylwin élu le 14 décembre précédent, Pinochet dissout la CNI et transfère tous ses agents à la Direction de renseignements de l'Armée.

Le dossier des douze assassinats passe au juge Luis Berge González qui, tout comme ses prédécesseurs, refuse l'accès au dossier aux avocats des familles qui font appel en Cour martiale.

Plusieurs mois plus tard, les temps sont autres. Les tribunaux militaires ne peuvent plus manipuler les choses à leur convenance. Le 19 juin 1992, première victoire des familles : la plainte contre le juge Berge est déclarée « recevable ». Mais un an plus tard, aucun des assassins n'a encore été inculpé. Il faudra attendre plusieurs années pour qu'il y ait du nouveau (voir chapitre 7).

La DICOMCAR : le cas des trois égorgés

³² Publié ensuite dans le rapport hebdomadaire du Vicariat de la solidarité, semaine du 15 au 21 juin 1987.

³³ *Boletín mensual* n° 90 de la Commission chilienne des Droits de l'homme.

³⁴ Journal *La Tercera* du 28 juin 1987.

Les enlèvements

Jeudi 28 mars 1985, 13h30. Le dessinateur industriel Santiago Nattino, 63 ans, marche tranquillement dans la rue Badajoz. Soudain un homme surgit d'une encoignure de porte et le met en joue avec un revolver : « *Police !* » Surpris, Nattino se retourne mais l'homme le pousse sans ménagement dans une voiture. Le véhicule disparaît à toute vitesse devant plusieurs témoins médusés.

Même jour, 18h. Le siège de l'AGECH (Association des enseignants chiliens) du 75 rue de Londres, en plein Santiago, est presque désert. Trois professeurs et la secrétaire s'apprêtent à quitter les lieux lorsque deux véhicules s'arrêtent brusquement devant la porte. Trois hommes armés font irruption dans la pièce, saccagent tout puis entassent les enseignants et la secrétaire dans les voitures qui disparaissent sous le regard atterré de plusieurs passants.

Vendredi 29 mars. Dans la rue Los Leones de la commune de Providencia à Santiago, comme tous les matins, les parents conduisent leurs enfants au Collège latino-américain. Le professeur José Manuel Parada, 35 ans, qui accompagne sa fille Javiera, s'étonne vaguement de l'absence du policier qui règle habituellement la circulation. Mais ce matin justement, il y a peu de voitures. Peut-être des travaux en cours quelque part...

A la porte du collège, Parada salue Manuel Guerrero, inspecteur de l'établissement. Les deux hommes se connaissent depuis longtemps : ils appartiennent au même parti politique, clandestin depuis que les partis ont été interdits par la Junte. Ils sont également membres de l'AGECH. Les deux hommes partagent leur inquiétude pour leurs collègues enlevés la veille. Qui les a séquestrés ? Sont-ils toujours vivants ? Ils sont persuadés qu'il s'agit d'un « travail » de la CNI.

Alors que les deux hommes conversent, un bruit sourd et lointain attire leur attention : un hélicoptère. Sûrement une de ces « opérations » dont les polices du régime semblent si friandes.

Tout à coup, trois voitures dévalent la rue à fond de train et s'arrêtent pile devant les deux hommes. Quatre individus en jaillissent, se précipitent sur Parada et Guerrero et veulent les forcer à entrer dans les voitures. Parada, surpris, est rapidement entraîné et jeté sur la banquette arrière, mais Guerrero résiste. Juste à ce moment, le professeur Leopoldo Muñoz arrive sur les lieux. Quand il se précipite à l'aide de ses collègues, il est froidement abattu d'une balle en pleine poitrine. Muñoz s'effondre au milieu des cris d'horreur et de panique

des enfants et de leurs parents. Les trois véhicules démarrent en trombe avec les deux prisonniers laissant derrière eux la confusion la plus totale et un professeur agonisant.

Le 30 mars, trois agriculteurs découvrent trois corps près de l'aéroport. Tous ont la gorge béante, ouverte d'un coup de couteau. Il s'agit de Nattino, Parada et Guerrero.

Les familles contactent le service juridique du Vicariat de la solidarité qui introduit un recours auprès des tribunaux pour que la justice nomme « un ministre en visite », sorte de juge d'instruction ayant toute liberté d'action pour une enquête particulière. Tous les avocats du Vicariat signent le document. Par ce geste, c'est toute l'Eglise qui fait pression. Bien que communiste, José Manuel Parada travaillait au service de recherche du Vicariat. Face à la répression impitoyable, certaines barrières traditionnelles étaient tombées et des gens de tendances très différentes n'hésitaient pas à coopérer dans la lutte contre la dictature.

Le lendemain, les enseignants enlevés le 29 mars sont relâchés. Ils ont été brutalement interrogés et la secrétaire violée. La Cour suprême désigne le juge José Cánovas Robles pour instruire l'enquête.

A la recherche des assassins

Le juge fait dessiner une série de portraits-robots de tous les ravisseurs de ces derniers jours. Il se rend compte qu'il s'agit chaque fois des mêmes personnages. Les médecins légistes font remonter la mort des victimes à entre 24 et 36 h.

Un général des Carabiniers déclare : « *Il s'agit là de dirigeants communistes de haut niveau. Il est probable que le communisme international ne leur a pas pardonné l'échec des protestations populaires.* » Pour le ministre de la Défense, l'amiral Carvajal, « *il n'y a pas le moindre doute : c'est le communisme dirigé depuis Moscou qui a frappé.* » Dans une entrevue au *Washington Times*, le général Pinochet déclare : « *Je suis un ennemi du crime. Mais ce cas a les caractéristiques de la Mafia. Les Chiliens ne tuent pas en coupant des gorges* ».

Le juge Cánovas reçoit alors un témoignage important. Un mois auparavant, l'architecte et militant communiste Ramón Arriagada, ami de Parada et Guerrero, avait été enlevé et torturé pendant cinq jours. Il raconte son cauchemar et décrit le lieu de sa détention, du moins ses impressions puisqu'il était resté les yeux bandés. Ses ravisseurs lui avaient posé beaucoup de questions sur Parada et Guerrero. Confronté

aux portraits-robots, il reconnaît un de ses ravisseurs. La description du lieu où les professeurs de l'AGECH ont été emmenés ressemble beaucoup à celle faite par l'architecte. Le juge demande alors à la PJ, aux Carabiniers et à la CNI d'enquêter. Aucune des polices ne connaît un tel groupe.

Dans la prison publique de Santiago, Juan Contreras et Guillermo Ossandon, militants du groupe d'opposition à la dictature Mapu-Lautaro, ont lu attentivement les journaux sur le cas des égorgés. Ils écrivent au juge qu'ils sont en mesure d'identifier les lieux décrits. Ils affirment que la description des locaux correspond à l'endroit où eux-mêmes avaient été torturés³⁵. Or ils avaient été arrêtés par la Division information et communications des carabiniers, la DICOMCAR. Le juge ne connaît pas cette DICOMCAR : Qui est-elle ? Où est-elle basée ? Que fait-elle ? Peuvent-ils apporter des précisions sur les fameux locaux ?

Les capitaines Diaz Anderson et Zamora, qui avaient arrêté Ossandon et Contreras, se rendent chez le juge et déclarent que la DICOMCAR n'est qu'un service administratif « *qui enquête sur les gens qui veulent devenir carabinier* », que son directeur était le colonel Fontaine, qu'ils avaient procédé à l'arrestation des deux hommes parce qu'ils « *paraissaient suspects dans la rue* », que la DICOMCAR a son siège au 229 rue Dieciocho (rue Dix-huit pour commémorer le 18 septembre, fête nationale au Chili) et qu'elle ne participait « *que très rarement à des opérations* ». Le juge pense avoir affaire à de simples fonctionnaires.

Un fait attire son attention : l'hélicoptère que de nombreux témoins ont mentionné. Il est vite établi qu'il s'agissait du C-17 des Carabiniers envoyé sur place suite à un enlèvement signalé rue Los Leones. Le juge s'apprête à refermer ce dossier lorsqu'un chiffre attire son attention. Selon la feuille de vol signée par le pilote, le capitaine Ormeño, l'appareil avait décollé à 9 h et était rentré à 10 h 05. Or les témoins affirment tous qu'ils ont entendu l'appareil juste avant ou pendant le rapt qui a eu lieu à 8 h 50. Comment l'appareil pouvait-il être sur les lieux 10 minutes avant d'avoir décollé ?

Le responsable des hélicos de la police, le capitaine Riederer, déclare que l'appareil a décollé le 29 mars à 8 h 35 pour rentrer à 10 h 05. Par contre le livre des mouvements indique « *heure de sortie 8 h*

³⁵ *La Segunda* du 16 mai 1991.

25. *Retour 10 h 05* ». Le juge convoque tout l'équipage. Le lieutenant Ramirez, copilote, dit ne pas savoir pourquoi le livre affiche 8 h 25 alors que lui se rappelle qu'il était 8 h 35. Le copilote affirme qu'il était 8 h 25 et le pilote 9 h. Le copilote est sensé signer le livre mais c'est le pilote qui l'a fait. Le juge est pris de doute. Pourquoi ces ambiguïtés ? Ont-ils vu quelque chose ?

La CNI accuse la DICOMCAR

Début juin, la CNI remet un rapport accompagné de photos au juge. Il est dévastateur pour la DICOMCAR que la CNI accuse de séquestration clandestine de prisonniers. Les barbouzes se font toujours des coups bas entre eux. Il y a même des noms : le major Betancourt, les capitaines Gamboa et Correa, et trois civils, Adolfo Palma dit le Fifo, Miguel Estay dit le Fanta et Jorge Cobo, le Kiko, des noms connus depuis le temps du Commandement Conjoint.

Fin juin 1985, le juge interroge plusieurs policiers. Pendant que ceux-ci nient toute participation, le juge examine les portraits-robots. Les ressemblances sont indéniables. Le juge est maintenant persuadé que les ravisseurs proviennent de la DICOMCAR. Sont-ils aussi les assassins ? Et comment prouver cela ? A les en croire tous, la DICOMCAR n'a jamais mis les pieds dans la rue.

Finalement, le colonel Fontaine accepte de comparaître. Il déclare que les locaux du 229 sont en démolition depuis le séisme du 3 mars dernier. Le juge Cánovas lui montre alors les photos prises par la CNI montrant le 229 plutôt plein de voitures six semaines APRES le séisme. Fontaine refuse d'expliquer ces contradictions et termine en disant que la DICOMCAR n'arrêtait personne. Mais les victimes reconnaissent formellement quatre carabiniers. Le magistrat décide de frapper un grand coup.

Fin juillet, il accuse la DICOMCAR d'être « *l'auteur matériel des enlèvements* », interdit à 12 officiers et sous-officiers de sortir du pays, en inculpe deux de plus pour « *falsification de documents officiels* » dans le dossier hélicos, et se déclare « *incompétent* » selon la procédure imposée par le régime lorsqu'il s'agit de policiers ou de militaires.

L'opinion publique est euphorique. C'est la première fois depuis le coup d'Etat que des policiers sont accusés du meurtre d'opposants. Cánovas devient un héros national. Des milliers de gens défilent dans la rue pour le soutenir, l'opposition politique s'unit. La police reste dans ses quartiers. L'armée ne bouge pas. Sentant que l'affaire échappe à son contrôle, la Junte se doit de réagir. Le général Mendoza, commandant

en chef du corps des Carabiniers, et le colonel Donoso, son adjoint, servent de fusibles et sont sacrifiés. Ils démissionnent au milieu de la liesse populaire.

L'ineffable amiral Merino déclare : « *Les Carabiniers ont été infiltrés par les communistes qui ont perpétré ces actes pour en faire retomber la responsabilité sur cette institution* »³⁶. De son côté, la revue d'opposition *Cauce*, s'adressant au dictateur, titre : « *Et maintenant quand s'en ira-t-il ? Mendoza est déjà parti !* »³⁷.

Le 5 août, coup de théâtre. Le juge militaire Samuel Rojas communique que « *les prÉvenus s'étant constitués en organisation illicite, n'ont pas agi dans le cadre de leurs fonctions de service* » et il renvoie le dossier au juge Cánovas ! Celui-ci fait arrêter tout l'état-major de la DICOMCAR. Le juge sent qu'il doit aller vite car le régime va bien réagir un jour. Aucun service ne répond déjà plus à ses requêtes alors qu'ils y sont obligés. De même, le civil Miguel Estay Reina dit le Fanta, reste introuvable. Maintenant que les choses deviennent sérieuses, les gorilles se serrent les coudes.

Le juge pense que ravisseurs et assassins ne sont pas les mêmes personnes. Mais l'enquête piétine. Arrive ce qui devait arriver : la Cour d'Appel ordonne la libération du capitaine Diaz Anderson et du sergent Victor Zuñiga pour « *manque de preuves* ». Puis, elle libère le capitaine Betancourt. Puis les pilotes de l'hélico. Lorsque le juge apprend que le Fanta, s'était caché chez Betancourt, il ordonne l'arrestation des deux hommes. Le lendemain, la Cour suprême annule à l'unanimité les charges portées contre les colonels Fontaine et Michea ainsi que contre le sergent Zuñiga. Un à un, les carabiniers sont libérés.

Le juge ne s'avoue pas vaincu : il divise le dossier en deux enquêtes séparées ; d'une part, les enlèvements perpétrés, il en a toutes les preuves, par la DICOMCAR ; d'autre part, les assassinats. Il accuse à nouveau les Carabiniers et se déclare à nouveau « *incompétent* ». La Cour suprême désigne le juge Juan Muñoz Pardo qui décrète immédiatement un non-lieu provisoire pour « *manque de preuves.* »

Le 28 mars 1989, soit quatre ans jour pour jour après la mort des trois égorgés, malade du cancer, le juge démissionne. Le même jour,

³⁶ Le 11 mars 1986 l'amiral Merino sort une de ces déclarations dont il a le secret : « *Dans le monde, il y a deux types d'êtres humains : les natifs et les moscovites. Les natifs, c'est nous, c'est vous, disposés à travailler et à produire. Les moscovites par contre, reçoivent de l'argent de l'étranger pour tuer, détruire et créer le chaos dans notre pays.* »

³⁷ *Cauce* du 12 août 1985.

Javiera, la fille de Manuel Parada, s'enchaîne aux grilles du ministère de la Justice avec des amis. Il sont brutalement délogés par les carabiniers. La Cour suprême désigne alors le juge Milton Juica pour reprendre le dossier. Il décrète immédiatement l'interdiction d'informer, mesure qui autorise un juge à empêcher la presse d'informer l'opinion publique sur un procès particulier. Le nouveau juge a l'air anxieux de ne pas faire de vagues. C'est un jeune qui semble savoir ce qu'il doit faire et ne pas faire pour jouir d'une longue carrière. Les policiers sont soulagés. Ils croient l'affaire enterrée (voir suite au chapitre 7).

L'armée : Carmen Gloria et Rodrigo brûlés vifs le jour de la grève

L'année 1986 s'inscrit comme une époque de grande espérance pour l'opposition à la dictature. Les *Exigences du Chili*, un document consensuel adopté par l'*Assemblée de la civilité* et contenant les principales demandes des divers secteurs sociaux, s'impose comme l'instrument unificateur d'une ample mobilisation. Dans un pays terriblement sujet au sectarisme politique, l'événement est à marquer d'une pierre blanche. Les acteurs sociaux ont nettement pris le pas sur les acteurs politiques. Les partis politiques de la droite et du centre sont toujours interdits d'activités officielles, ceux de la gauche sont interdits tout court ! Les premiers offrent un profil très bas, les seconds sont passés dans la clandestinité. Cette discrétion obligée des partis a permis l'émergence de nouveaux responsables sociaux, sans doute l'un des principaux facteurs de la réussite de l'appel.

Depuis trois ans les *protestas* massives se sont multipliées et la force de ce mouvement est telle que l'on commence à parler de « l'année décisive ». Jusqu'en France où le stand du Chili à la fête de l'Huma de septembre arbore une banderolle proclamant « 1986, année de la victoire ». Lorsque l'Assemblée de la civilité appelle à une grève générale les 2 et 3 juillet, on pressent que le moment est historique. L'intensité de la résistance et l'unité de l'opposition se traduisent par une mobilisation massive de la population qui apporte un démenti à tous ceux qui, jusqu'alors, prétendaient que la seule issue passait par des accords entre dictature et le responsables politiques.

La grève du 2 juillet 1986

La tension est à couper au couteau. Les menaces de répression, de la perte d'emploi ou même de la vie de la part du régime contre toute personne ayant l'intention de participer à la grève ont redoublé de violence. Mais la grève est un succès total. Pas un magasin d'ouvert, quelques bus incongrus vite rentrés au dépôt, aucune activité commerciale, et les bureaux ont renvoyé tout le monde chez soi. À 10 heures du matin, plus un chat dans les rues. Santiago paraît avoir été vidée de ses habitants. Mais pas de ses militaires ni de ses policiers : camions bâchés, blindés, voitures aux vitres fumées de la CNI, véhicules anti-émeutes, bus caca d'oie aux vitres grillagées de la police, patrouilles militaires casquées et armées jusqu'aux dents, les rues du centre sont bourrées d'uniformes en tout genre. Les seuls civils visibles sont les journalistes ! Le régime militaire est à nouveau en guerre contre son peuple et les tenues léopard aux visages couverts de cirage noir occupent la ville.

Devant le succès de la mobilisation, la Junte interdit aux radios de diffuser le moindre bulletin d'information qui ne soit émis directement par le gouvernement. C'est ainsi que les Chiliens, aussi médusés qu'amusés, entendent leur radio parler « *d'échec total de la grève et d'activité commerciale normale* » alors qu'un coup d'oeil par la fenêtre suffit à montrer que le pays est absolument paralysé.

[La réussite de la grève inquiètera les secteurs politiques qui s'emploieront à déstabiliser le potentiel unificateur de l'Assemblée de la civilité. Les partis « rappelleront » leurs représentants et l'Assemblée commencera à perdre sa cohésion. Le 7 septembre, l'échec de l'embuscade tendue au dictateur par le Front Patriotique Manuel Rodriguez provoque une répression féroce contre toutes les organisations opposées au régime. Ce sera la fin de l'Assemblée de la civilité. Les secteurs politiques s'empresseront de déclarer « *la caducité des méthodes de lutttes utilisées jusqu'à présent* » et de reprendre tranquillement les négociations discrètes avec la dictature.]

La grève se termine par la mort de sept personnes, toutes abattues par les forces de l'ordre. L'épisode le plus effroyable est sans conteste l'acte bestial d'une patrouille militaire contre deux jeunes gens.

Carmen Gloria et Rodrigo brûlés vifs

Le quartier de l'avenue Général Velásquez est une zone mixte de petites industries et de logements populaires. Un groupe de jeunes gens s'est donné rendez-vous au coin des rues Fernando Yungue et

Veteranos del 79 dans le but de réaliser une action d'appui à la grève : dresser une barricade sur l'avenue. Les barricades chiliennes lors de *protestas* sont vraiment peu de chose : des pneus et quelques bouts de bois enflammés pour faire de la fumée, plutôt un acte symbolique qu'une véritable entrave à la circulation. Ils rassemblent quelques vieux pneus et un bidon d'essence. Parmi eux, Carmen Gloria Quintana, 18 ans, et Rodrigo Rojas Denegri, un journaliste-photographe de 19 ans.

L'équipe s'apprête à emmener les pneus vers l'avenue Velásquez lorsqu'une camionnette remplie de militaires en armes tourne le coin de la rue et fonce sur eux. Carmen Gloria et Rodrigo sont capturés et violemment fouillés mais les militaires ne trouvent ni armes ni tracts politiques. Un appel radio d'une autre patrouille annonce la découverte des pneus et de l'essence. Le lieutenant Pedro Fernández Dittus, commandant la patrouille, est furieux. Les jeunes gens sont roués de coups et Rodrigo s'écroule. Un soldat s'empare du bidon d'essence et en asperge les deux prisonniers. Sur ordre du lieutenant, un autre soldat lance quelque chose entre les deux victimes qui sont immédiatement enveloppées par les flammes. Ils crient, courent, se débattent, se roulent sur le sol. Ils reçoivent des coups de crosse. Finalement, ils sont emballés dans des couvertures et jetés dans une des camionnettes qui les emmène au nord de la ville où les deux jeunes gens sont abandonnés dans un fossé. Le visage boursoufflé, les cheveux brûlés, la bouche ensanglantée, les vêtements en lambeaux, ils parviennent à se relever et titubent sur la route, les bras écartés. Alertée, la police arrive. Dans d'atroces souffrances, Carmen Gloria supplie les policiers de la tuer. Ceux-ci, épouvantés par l'état des deux victimes, les emmènent à l'hôpital.

Le pays reste muet d'horreur. Le soir même, l'armée « *dément catégoriquement toute participation de personnel militaire* ». On apprend alors que Rodrigo Rojas avait la double nationalité chilienne-Etatsunienne. Sa mère, exilée suite au coup d'Etat, s'était réfugiée aux Etats-Unis où elle travaillait pour Amnesty International. L'ambassade US exige des explications. Acculé, le régime désigne le juge Luís Echevarría pour mener l'enquête.

Rodrigo est brûlé à 62% et Carmen Gloria à plus de 50%. Ils ont besoin de transfusions mais la direction de l'hôpital refuse d'ouvrir sa banque de sang si l'on ne paie pas avant. La mère de Rodrigo lance un appel au public et des centaines de personnes se présentent pour offrir

leur sang³⁸. Après trois jours de calvaire, Rodrigo meurt, Carmen Gloria se débat entre la vie et la mort.

L'enterrement de Rodrigo révèle une fois de plus la cruauté du régime et la solidarité des Chiliens. Des milliers de personnes accompagnent le corbillard, les trottoirs sont pleins de monde. Mais alors que le cortège approche de l'église, il est brutalement attaqué par des commandos policiers qui tentent de s'emparer du cercueil. Une véritable bataille rangée s'ensuit. Des centaines de personnes, mains nues, tentent d'interdire aux policiers l'accès au corbillard; face à eux, des dizaines de policiers casqués, armés et masqués qui jettent des grenades lacrymogènes en pleine foule. Des véhicules anti-émeutes essaient de se frayer un chemin dans la masse humaine. Finalement, la résistance farouche et le risque d'atteindre des personnalités étrangères, obligent les policiers à reculer. Un régime qui ne respecte pas les vivants ne respecte pas non plus les morts.

Le régime contre-attaque

Le ministre de la Défense, l'amiral Carvajal, « *dénonce une campagne internationale menée par les communistes contre le Chili* » et « *dément toute présence militaire* » lors du crime. Les journaux pro-régime accusent les deux jeunes gens de s'être mis le feu à eux-mêmes. Mais l'armée a fait son enquête et remet au juge Echevarria une liste de trois officiers, cinq sous-officiers et 17 soldats appartenant au 10^e Régiment de cavalerie blindée. Ils reconnaissent tous avoir participé à une patrouille qui « *dans le cadre de leur mission de faire respecter l'ordre public, a détenu les deux sujets. Un des détenus, suite à une action malencontreuse, a renversé une bouteille de produit inflammable qui a mis le feu à leurs vêtements. La patrouille a éteint les flammes au moyen de couvertures* » .

Ceci devient la version officielle largement diffusée par la presse pinochétiste, c'est-à-dire 90% des journaux. Le juge se sent quand même obligé de faire un geste : il accuse le lieutenant Dittus « *d'homicide involontaire et de blessures graves involontaires* ». Les autres membres de la patrouille sont libres « *par manque de preuves* ».

Les avocats de Carmen Gloria, Hector Salazar et Luis Toro, tous deux du service juridique du Vicariat de la solidarité, rejettent catégoriquement cette version des faits et demandent à ce que le lieutenant Dittus soit accusé d'homicide pour la mort de Rodrigo et

³⁸ Lettre de Verónica Denegri, mère de Rodrigo, à l'hebdomadaire *Hoy* publiée dans le n° 474 du 18 août 1988, p. 16.

d'arrestation accompagnée de violences non nécessaires dans le cas de Carmen Gloria. Suite aux pressions des Etats-Unis, l'accusation est transformée en « *actes de violence causant la mort et blessures graves* », ce qui sous-entend un acte intentionnel.

M^e Carlos Cruz-Coke, avocat de Dittus, n'ayant sans doute pas bien lu le script, déclare que « *Carmen Gloria a voulu lancer une bouteille d'acide sur les soldats mais en fut empêchée* »³⁹. Les avocats des victimes signalent alors trois faits indéniables : les auteurs sont des militaires ; aucun des jeunes gens ne portait de produit incendiaire (ils avaient été fouillés) ; aucun des deux n'avait attaqué la patrouille. Mais le juge refuse d'écouter des témoins et passe le dossier à la justice militaire.

Toujours entre la vie et la mort, Carmen Gloria a besoin de soins spécialisés que le manque de ressources financières lui interdit au Chili. Un hôpital canadien offre de la soigner gratuitement. Le 17 septembre, la jeune fille quitte le Chili pour le Canada avec l'espoir de survivre.

Le régime change de tactique. Puisque l'on ne peut plus nier les faits, détruisons les témoins. Ces derniers sont harcelés et reçoivent constamment des menaces de mort. Plusieurs demandent l'asile politique et quittent le Chili. Il reste à écarter les deux principaux témoins, Pedro Martinez et Carlos Leiva, qui ont tout vu du coin de la rue. Le juge a alors une idée de génie (militaire, bien sûr !). Il arrête les deux témoins pour port illégal d'arme, en l'occurrence un bidon d'essence. Or toute personne inculpée perd ses droits civiques ce qui annule aussitôt leur témoignage. Le tour est joué !

En janvier 1987, le juge militaire Erwin Blanco convoque à une reconstitution. Manquent la principale intéressée et les deux témoins. Le juge n'informe même pas les avocats des victimes. La reconstitution ressemble à une invasion militaire. Les visages sont violemment bariolés de noir pour éviter toute identification. Malgré cela, le témoin José Olmedo reconnaît plusieurs soldats. Il est aussitôt arrêté pour avoir négligé d'informer le tribunal plus tôt, ce qui annule également son témoignage. Pour l'avocat Cruz-Coke, « *son client doit être immédiatement relâché puisque la reconstitution a prouvé qu'il n'y avait aucune preuve ni aucun témoin contre lui* »⁴⁰. Pour comble, une fois avertis, les avocats des victimes n'ont même pas droit d'accès au

³⁹ Dans la revue *Hoy* n° 471 du 28 juillet 1986.

⁴⁰ Journal *Las Ultimas Noticias* du 8 janvier 1987.

dossier !

En février, le juge Blanco accorde la liberté provisoire au lieutenant Dittus. Son avocat lui a présenté deux témoins, les frères Juan et Carlos Carvallo qui avaient affirmé connaître Dittus depuis 8 ou 10 ans, et qu'il était d'une conduite irréprochable.

Les avocats de Carmen Gloria annoncent le témoignage de trois spécialistes en brûlures qui affirment que « *l'étude du type de brûlure et de leur emplacement peut livrer d'importantes informations sur ce qui s'est vraiment passé* ». Le feu, expliquent-ils au juge, aurait pris sur le côté gauche de Carmen Gloria. Alors même que les médecins sont en train de déposer devant le juge, une fonctionnaire vient remettre au tribunal les vêtements calcinés de la jeune femme. Et ses bottes, intactes. L'avocat Salazar pose les bottes sur le bureau du juge. « *Voici les bottes de la personne qui aurait donné un coup de pied au cocktail molotov lui faisant prendre feu. Ces bottes auraient dû être les premières brûlées. Elles sont intactes. Ce qui prouve que les soldats ont menti.* »

Mais l'Armée a procédé à une nouvelle enquête interne sérieuse qui que le lieutenant Dittus a ordonné à ses hommes de ne rien dire et ceux-ci ont obéi. Dittus a ensuite été couvert par ses supérieurs. La Cour martiale, composée de trois juges militaires et deux civils, vote par trois voix (les militaires) contre deux (les civils), qu'il n'y a pas eu d'acte de violence. Les avocats de Carmen Gloria exigent alors une nouvelle reconstitution en sa présence et lancent une petite bombe. Ils ont découvert que les deux témoins de la conduite irréprochable du lieutenant Dittus sont en fait les beaux-frères de l'avocat Cruz-Coke et qu'ils ont fait un faux témoignage. En effet, le lieutenant Dittus avait été condamné en janvier 1980 pour avoir tué une femme alors qu'il conduisait en état d'ébriété. Son dossier a depuis mystérieusement disparu des archives.

Carmen Gloria affronte ses tortionnaires

Le 8 juin, Carmen Gloria arrive du Canada. Le visage défiguré et couvert de cicatrices, les mains toujours bandées, de santé fragile, elle se fatigue rapidement. Mais elle vient courageusement affronter ses tortionnaires.

Immédiatement convoquée par le juge militaire Erwin Blanco, elle est questionnée sans pitié pendant plus de sept heures d'affilée. Le lendemain, le juge remet ça. La jeune femme raconte qu'elle s'est « *sentie sous très forte pression. J'ai pleuré plusieurs fois, ils m'ont dit*

que ça faisait un an que je les emmerdais avec cette histoire et que j'étais une menteuse ». La tactique du juge relève des bonnes vieilles méthodes militaires : faire pression sur l'adversaire au maximum pour qu'il commette des erreurs. Ce courageux galonné s'acharne ainsi sur une jeune femme épuisée et malade, mais qui ne craque pas. Carmen Gloria annonce que « *Pour Rodrigo et pour la vérité, je continuerai. Je sais que je pourrai identifier des soldats.* »

Cette affirmation n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd. Le juge organise un défilé d'identification où il mélange les 24 soldats impliqués au milieu de 175 autres, tous le visage couvert d'une épaisse couche de cirage noir ! Pourtant elle parvient à identifier le lieutenant Julio Castañer. Pour la démoraliser un peu plus, le lieutenant Dittus est promu capitaine car selon son avocat Cruz-Coke, « *il est un exemple de la qualité de l'armée chilienne.* »

Le 12 juillet, le juge Blanco refusant qu'elle soit accompagnée par ses avocats, Carmen Gloria est seule face à ses tortionnaires. La reconstitution durera sept heures. Plus tard, la jeune femme avouera que « *reconnaître les militaires m'a vraiment choquée. Ce fut très dur. Ils m'insultaient et criaient. Le juge m'a bousculée et je suis presque tombée. Ils voulaient me faire dire des choses que je n'ai jamais dites.* »

Elle reconnaît formellement trois soldats dont le chef, Dittus. L'avocat de ce dernier annonce qu'il accusera la jeune femme de faux témoignage et déclare que « *Carmen Gloria n'est qu'une accumulation de mensonges fricotés par le Parti communiste. Le PC n'a pas voulu qu'elle suive un traitement de chirurgie esthétique et lui fait exhiber son visage dans tous les coins du monde* »⁴¹. Fin juillet, Carmen Gloria repart au Canada pour poursuivre son traitement médical. Elle salue « *tous ceux qui continuent à lutter. Tôt ou tard, nous sortirons de cette nuit obscure.* »

La « justice » à l'oeuvre !

Fin septembre 1987, la Cour suprême confirme la sentence du juge militaire Blanco qui déclare le capitaine Dittus coupable « *d'homicide accidentel et blessures graves accidentelles.* » Dittus est condamné à 300 jours de prison avec sursis.

Le 4 janvier 1991, quatre ans et demi après les faits et un an après le retour à la démocratie, la Cour martiale confirme partiellement le

⁴¹ Journal *El Mercurio* du 16 juillet 1987.

jugement pour « *négligences* » de la part du capitaine Dittus pour ne pas avoir conduit un blessé grave, Rodrigo Rojas Denegri, à l'hôpital. La Cour délivre le capitaine de toute charge vis à vis de Carmen Gloria.

Celle-ci et la mère de Rodrigo déposent une plainte contre l'Etat devenu « démocratique » et réclament des indemnisations pour les préjudices subis. L'argent serait bienvenu pour payer les factures d'hôpital, de médicaments et de traitements divers reçus au Chili. Cependant, le Conseil de défense de l'Etat (CDE) qui le représente lors d'affaires criminelles le concernant, se sert de la sentence du juge militaire pour refuser le moindre dédommagement. En d'autres termes, l'Etat « démocratique » entérine la version des militaires. Début 1992, elle se marie puis donne naissance à une petite fille, Fernanda.

Le capitaine Dittus essaie d'être promu major mais en est empêché par le refus du président Aylwin. Il y a des limites.

5. La fin de la dictature

Le plébiscite et les élections

Comprenant le besoin de gagner une nouvelle légitimité aux yeux de l'opinion publique nationale et internationale, le général Pinochet organise un plébiscite : le 5 octobre 1988, le peuple chilien est appelé à approuver la continuation du gouvernement militaire.

Malgré les menaces, les Chiliens prennent leur courage à deux mains : 54,71% votent NON à Pinochet contre 43,01% de OUI ! Pinochet a une réaction bizarre. En direct sur le canal officiel qui passe obligatoirement sur toutes les radios du pays, il déclare : « *Il y a eu un autre plébiscite dans l'Histoire, celui où le peuple devait choisir entre Jesus et Barrabas, et il a choisi Barrabas. Parfois le peuple se trompe. Ce 5 octobre, nous avons dû lutter contre la Russie, les Etats-Unis, les pays européens et l'Eglise* ».

Pour respecter sa propre Constitution, Pinochet doit maintenant organiser des élections parlementaires et présidentielles. Sentant souffler le vent des changements et la fin de son régime, et pour passer à l'Histoire comme un démocrate, il fait ratifier la Convention contre la torture et autres peines et traitements cruels approuvée par l'ONU le 10 décembre 1984, la même qui permettra de le traduire en justice 10 ans plus tard...

Le 14 décembre 1989, ont lieu les premières élections en 20 ans. Patricio Aylwin, le candidat de la Concertation des partis politiques pour

la démocratie qui regroupe 17 partis du PS à la DC, avec le vote du PC, l'emporte largement avec 56% des voix.

Mais le nouveau gouvernement déçoit immédiatement : au lieu d'organiser une constituante ou de décréter le retour en vigueur de la Constitution de 1925 annulée par la Junte militaire, il annonce qu'il respectera celle de Pinochet ! Les négociations discrètes entre partis politiques et la dictature n'ont pas été vaines pour l'extrême-droite... Pour ceux qui ont lutté contre la dictature, c'est la douche froide. Surtout pour les cinq cents prisonniers politiques qui, contrairement aux promesses de la campagne électorale, ne sont pas libérés.

En 1993, à quelques jours de la fin du premier mandat « démocratique », plus de vingt prisonniers politiques, dont mon ami Omar à qui le livre est dédié, croupissent encore en prison. Les promesses de la Concertation n'ont pas été tenues et les prisonniers ne reçoivent comme seule alternative qu'un exil à l'étranger d'une durée égale au reste de la peine dictée par les tribunaux militaires. Certains prisonniers sont libérés, dont Omar, parce qu'ils avaient accompli plus que leur temps de peine, la plupart part en exil grâce à des visas spéciaux octroyés surtout par la Belgique. Le dernier prisonnier, n'ayant reçu de visa d'aucun pays, s'échappe par une fenêtre du troisième étage sous l'oeil complice des gardiens qui n'auraient su que faire de lui après la fermeture de la prison...